

NPA

FUKUSHIMA, NEUF MOIS APRÈS

dimanche 8 janvier 2012

Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 130 (05/01/12)

Le 11 mars 2011, un séisme, dont l'épicentre est situé au large des côtes nippones, provoque un tsunami dévastant la côte pacifique du Japon et provoquant la mort de plus de 20 000 personnes. Le séisme d'abord, puis le tsunami, touchent de plein fouet les centrales nucléaires japonaises installées sur la côte Est. Parmi celles-ci, la centrale Fukushima Dai-ichi subit les dégâts les plus importants : perte d'alimentation électrique, arrêt des systèmes de refroidissement des réacteurs nucléaires et des piscines de désactivation des combustibles usagés, fusions partielles de cœur dans trois réacteurs, rejets radioactifs importants dans l'atmosphère par dépressurisation volontaire de la part de l'exploitant, rejets massifs d'effluents radioactifs liquides suite aux lâchers d'eau entrepris par l'exploitation pour refroidir les installations...

Quelles conséquences pour l'environnement ?

Contrairement aux informations rassurantes véhiculées par les médias, la catastrophe continue inexorablement au Japon. On ne sait toujours que faire de l'eau contaminée par le refroidissement des réacteurs et qui, lorsqu'elle ne s'est pas déjà échappée vers l'océan ou les nappes phréatiques, s'entasse sur le site avec tous les risques de fuites diverses compte tenu de la précarité de la situation. Sans la pression de l'opinion japonaise, Tepco aurait déjà relâché cette eau dans l'océan.

Les six piscines des réacteurs et la piscine commune nécessitent un refroidissement constant car elles renferment ensemble environ 2 000 tonnes de combustible. Ces piscines sont extrêmement dangereuses et vont entraîner des dépenses pharaoniques de surveillance et d'entretien durant des dizaines d'années.

Les masses fondues de combustible (corium) des réacteurs 1, 2 et 3, représentant environ 250 tonnes de matières radioactives, ne sont toujours pas localisés. Personne ne peut dire aujourd'hui où elles sont exactement. Et rien ne permet d'écarter la possibilité d'explosion que certains scientifiques jugent d'ailleurs très probable : un contact entre ce corium et de grandes quantités d'eau serait en effet dramatique et pourrait provoquer une explosion avec un important dégagement de matières radioactives dans l'atmosphère. Cela pourrait être catastrophique et contaminer d'immenses régions, bien au-delà du Japon. Au plus proche de la centrale, les conséquences de l'accident sur la population commencent à montrer leur étendue. Pneumonies, leucémies, thyroïdes enflées, saignements de nez, diarrhées, toux, asthme ou problèmes hormonaux semblent se multiplier chez les 2 millions d'habitants du secteur. Les enfants sont en première ligne, alors que les terres, les eaux et certains aliments sont fortement contaminés.

Dans la ville de Fukushima, située à 60 km de la centrale, la Criirad a mesuré une contamination de 370 000 Bq/kg dans la terre prélevée sous les balançoires d'une école primaire. Une radioactivité énorme. « Ce sol est devenu un déchet radioactif qui devrait être stocké dans les meilleurs délais sur un site approprié », déclarait alors l'organisation.

La nourriture est aussi un vecteur de contamination radioactive. Les autorités japonaises ont étendu le 29 novembre l'interdiction de vente de riz, notamment dans la région de Date, où des milliers d'agriculteurs ont dû suspendre leurs livraisons.

En avril, le gouvernement japonais a relevé la norme de radioprotection de la préfecture de Fukushima de 1 millisievert/an à 20 millisieverts/an pour les enfants. Or, ce taux est le seuil maximal d'irradiation en France pour les travailleurs du nucléaire !

Face à la catastrophe, et pour éviter des mesures de prévention jugées trop coûteuses, les autorités prennent des risques inconsidérés avec la vie des populations.

Quels coûts pour les travailleurs et la société japonaise ?

Les premières victimes ont évidemment été les travailleur(E)s présent(E)s sur le site au moment de la catastrophe, ou envoyéEs en zone fortement contaminée pour tenter de limiter les conséquences de celle-ci et ainsi probablement sauver des milliers de vies. On apprend ainsi que, juste après les explosions de mars, Tepco avait demandé à l'ensemble de ses entreprises de sous-traitance de recruter « des gens qui n'avaient pas peur de mourir ». Aujourd'hui encore, ce sont des publics particulièrement défavorisés qui sont ciblés pour des campagnes de recrutement dans les entreprises sous-traitantes du nucléaire.

Mais cette catastrophe nucléaire aura des répercussions pendant encore des décennies. Le travail de décontamination prendra de longues années et les travaux coûteront une fortune : 130 milliards de dollars, au bas mot, d'après les experts japonais. À

cela risquent de s'ajouter des coûts sanitaires et environnementaux difficiles à comptabiliser, tant le risque semble être aujourd'hui minimisé.

De la même manière que le plus lourd tribut sanitaire est actuellement payé par les travailleur(E)s, la facture sera également à la charge des classes laborieuses japonaises. Car si Tepco a su privatiser les bénéfices générés par l'exploitation de la filière nucléaire, c'est bien désormais la puissance publique qui doit faire face à l'immense chantier de décontamination et de prise en charge des conséquences environnementales et sanitaires.

Quelles conséquences politiques et économiques dans le monde ?

La catastrophe de Fukushima, accident nucléaire le plus important que le monde ait connu depuis Tchernobyl, a relancé avec une grande vigueur le débat sur l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins de production électrique. Le mouvement de rejet de cette technologie et des risques qui y sont associés a fortement grandi en l'espace de quelques mois dans les populations des pays les plus nucléarisés. Face à ce mouvement de fond, mais aussi parfois à une réactivation de luttes militantes antinucléaires déterminées, certains pays ont fait le choix de mettre un terme à leur programme électro-nucléaire : Allemagne, Suède, Suisse, Belgique, Italie... Ce choix, les autorités françaises continuent de le refuser, nous expliquant doctement que le nucléaire français est le plus sûr du monde, reprenant ainsi un couplet que les autorités japonaises n'hésitaient pas à entonner avant le 11 mars 2011...

Les luttes antinucléaires en France ont eu beau reprendre de la vigueur au cours de l'année 2011 (insuffisamment, il est vrai), elles n'auront donc pas permis d'imposer une sortie rapide du nucléaire. Et les échéances électorales de l'année 2012 ne permettront pas à la population, pourtant de plus en plus consciente de la menace que fait peser cette industrie sur nos vies, de faire un tel choix. En effet, même en cas d'alternance à la tête de l'Etat, le nucléaire civil sera un choix maintenu, le pacte PS-EÉLV prévoyant que le nucléaire représentera encore 50 % de la production électrique française en 2025. Ainsi, de façon totalement irresponsable, on nous propose de continuer de faire de la France une exception à l'échelle mondiale en maintenant une des parts les plus élevées de production électrique d'origine nucléaire et en conservant plusieurs dizaines de centrales nucléaires dont beaucoup ont déjà plus de 30 ans et qui représentent autant de risques mortels pour les populations.

Faute de la prise en charge d'une sortie rapide et planifiée du nucléaire, en France aussi ce sont les travailleurs du secteur qui aujourd'hui paient les conséquences de la crise ouverte par la catastrophe de Fukushima. L'abandon du nucléaire par un nombre important de pays qui étaient clients d'Areva, mais aussi les revers commerciaux subis dernièrement avec l'EPR, ont fragilisé l'entreprise jusqu'alors présentée comme une fierté nationale, le fleuron de l'industrie nucléaire française. Face à ces difficultés, la réponse d'Areva ne s'est pas fait attendre : suppression d'un millier de postes par an. Encore une fois, ce sont donc aux travailleur(E)s que les dirigeants souhaitent faire payer la crise et l'incurie de leurs choix pourtant opérés aujourd'hui contre la volonté d'une majorité de la population.

Afin de ne pas continuer à faire courir aux populations un risque qu'elles refusent, le NPA propose un plan de sortie du nucléaire en dix ans, prenant comme base la réduction des consommations énergétiques, le développement des énergies renouvelables qui entraînera la création de centaines de milliers d'emplois, la création d'un grand service public de l'énergie sous contrôle des usagers et des salariés par expropriation des grands groupes (EDF, GDF-Suez, Total, Areva...) et la préservation de l'ensemble des emplois actuels de la filière par le biais de reconversions dans le démantèlement ou dans les énergies renouvelables. Souhaitons que 2012 voie les mobilisations antinucléaires croître à nouveau pour donner l'espoir de pouvoir un jour mettre en œuvre un tel plan.

FUKUSHIMA, 6 MOIS APRÈS LE TSUNAMI.

vendredi 9 septembre 2011

Au milieu de la désinformation constante qui entoure à Fukushima comme partout l'industrie du nucléaire, il est difficile de se faire une idée précise de la situation tant en ce qui concerne l'état de la centrale que la contamination radioactive. D'autant plus qu'avec les taux de radioactivité gigantesques qu'on retrouve dans les réacteurs nucléaires, ce ne sera que dans plusieurs années qu'il sera possible de s'en approcher pour voir ce qu'il s'est réellement passé au cœur du réacteur le 11 mars 2011.

Que sait-on de la situation dans la centrale ?

Progressivement, on en a appris de plus en plus sur la gravité de la situation. Un certain nombre de choses dont beaucoup se doutaient dès le début se sont confirmées. Contrairement à ce qui avait été dit, ce n'est pas seulement le tsunami qui est responsable de l'accident. Le tremblement de terre avait déjà fortement fragilisé l'installation. Et alors que Tepco et le gouvernement japonais nous répétaient jusque récemment que le tsunami du 11 mars avait dépassé toutes leurs hypothèses, on apprend

maintenant qu'une étude de Tepco de 2008 avait prévu la possibilité d'un tsunami de plus de 10 mètres contre lequel les protections (prévues pour résister à un tsunami de 5, 7 mètres) de la centrale ne suffiraient pas. Ce n'est pourtant que le 7 mars 2011 que Tepco en a fait part aux autorités japonaises.

Le combustible nucléaire de trois réacteurs de la centrale a fondu en détériorant la cuve et l'enceinte de confinement ; probablement qu'une partie du corium (mélange fondu du combustible nucléaire, des barres de contrôle qui servent à stopper la réaction de fission nucléaire et de « l'emballage » de ce combustible) s'en est échappé. Jusque où et en quelle quantité, personne n'en sait rien. Ce n'est pas avant plusieurs années qu'on pourra le voir de près.

Les bâtiments de trois des quatre réacteurs ont été en partie détruit par des explosions ; y compris le bâtiment du réacteur 4 qui était pourtant à l'arrêt depuis plusieurs mois (preuve flagrante comme quoi un réacteur nucléaire, même à l'arrêt, demeure très dangereux) en dégageant d'énormes quantités de matières radioactives. En effet, même si le réacteur 4 était à l'arrêt et vidé de son combustible nucléaire, il y a dans le même bâtiment (comme d'ailleurs dans celui des autres réacteurs) une piscine — beaucoup moins bien protégée que le réacteur lui-même — qui contient d'énormes quantités de combustible usagé qui doit continuer à être refroidi pendant des années. Cette piscine, qui contient en réalité près de trois fois la quantité normale de combustible qu'on retrouve dans un réacteur en fonctionnement, a été fortement endommagée par le tremblement de terre et le tsunami. Même après les travaux de consolidation qui ont été effectués, une forte réplique du tremblement de terre pourrait la détruire avec des conséquences qui dépasseraient de loin la gravité de l'accident de Tchernobyl...

Ces réacteurs continuent à relâcher des matières radioactives dans l'air et dans l'eau utilisée pour les refroidir. Cette eau fuit et va s'accumuler dans les caves. Chaque heure, un peu plus de 14 m³ d'eau sont injectés dans les réacteurs pour les refroidir. Il y a actuellement 113 000 m³ d'eau contaminée (à peu près l'équivalent de 50 piscines olympiques...) dont 91 000 m³ dans les caves qui menacent toujours de déborder. Des installations de fortune ont été installées pour essayer de décontaminer cette eau mais peinent à le faire assez rapidement que pour décontaminer plus que ce qui est injecté en permanence dans les réacteurs.

Une gigantesque bâche est en construction pour recouvrir le réacteur 1 afin de diminuer les dégagements de matières radioactives dans l'air. Pour les autres réacteurs, le projet n'en est encore qu'au stade de l'étude.

On a récemment mesuré sur le site, en dehors des réacteurs, 10 Sv/h (1) de radioactivité à proximité d'un tuyau où se sont accumulées des matières radioactives. Une dose qui entraîne des conséquences graves après une dizaine de minutes d'exposition et après moins d'une heure, une mort certaine. Cela montre dans quel risque permanent se trouvent les travailleurs qui essaient d'améliorer la situation de la centrale.

Tepco et les autorités japonaises ont eux-mêmes admis il y a peu qu'il ne serait pas possible de commencer à extraire le combustible fondu des réacteurs — première étape du démantèlement — avant 10 ans. Et cela seulement si d'ici-là la technologie a suffisamment évolué. À titre de comparaison, dans l'accident de Three Miles Island de 1979, où seulement 45% du cœur d'un seul réacteur avait fondu, sans percer la cuve du réacteur et l'enceinte de confinement — des dommages bien moins importants qu'à Fukushima — il avait fallu 6 ans avant qu'on ne puisse commencer à extraire le combustible. Une opération qui a duré plus de 4 ans. Aujourd'hui, après plus de 30 ans, cette centrale n'est toujours pas complètement démantelée.

Radiations...

Au moins 80 000 personnes habitant dans la zone interdite de 20 km autour de la centrale ont été évacuées. Difficile d'avoir des chiffres exacts... On a entendu des chiffres allant jusqu'à 200 000 mais il semblerait que ce chiffre de 80 000 corresponde au nombre de personnes dont l'évacuation a été rendue obligatoire. En effet, au-delà de ces 20 km, il a seulement été conseillé aux personnes qui habitent jusqu'à 30 km de la centrale et dans certaines zones au-delà, officiellement observées comme fortement contaminées, de partir ou, au minimum, de rester confinées chez elles — depuis 6 mois...

Il est difficile de savoir quel peut être l'effet des radiations à « faibles doses ». Aucune étude épidémiologique ne permet d'en connaître exactement les effets. Ce qu'on sait, c'est qu'à partir d'une dose de 100 mSv (millisieverts) pour un adulte, le risque de cancer augmente d'au moins 0,5 %. Le principe de précaution voudrait qu'on considère que la relation est linéaire en dessous et que donc, par exemple, une exposition à 20 mSv donnerait une augmentation de risque de cancer de 0,1 %. Étant donné ce principe de précaution, dans la plupart des pays du monde, la norme de radioactivité d'origine non-naturelle considérée comme acceptable est d'1 mSv/an (ou 20 mSv/an pour les travailleurs du nucléaire). Au Japon, suite à l'accident de Fukushima, pour éviter de devoir légalement évacuer « trop » de monde, la norme a été augmentée à 20 mSv/an et il a été considéré acceptable pour les travailleurs de Fukushima de subir une dose de 250 mSv.

Or il est estimé qu'à certains endroits de la zone située entre 20 et 30 km — donc dont l'évacuation n'a pas été rendue obligatoire et

où ceux qui sont partis se demandent si ils vont être indemnisés — la dose reçue en un an pourrait atteindre 230 mSv et au-delà des 30 km, 125 mSv. Ces radiations sont causées essentiellement par du césium-137 dont la radioactivité ne diminue de moitié qu'en 30 ans. Le problème n'est donc pas près d'être réglé !

Sur les 10 700 personnes qui ont travaillé à la centrale depuis l'accident, il est déjà prouvé — même si des tests en profondeur n'ont pas encore été effectués sur tous les travailleurs — qu'au moins 6 travailleurs ont reçu des doses supérieures à 250 mSv (jusqu'à 678 mSv, une dose qui provoque des symptômes immédiats) et au moins 103 ont reçu des doses supérieures à 100 mSv.

... et contamination radioactive

Le problème de la contamination est encore bien plus compliqué à estimer et à contrôler et pourrait être bien plus grave. La différence entre irradiation et contamination est que dans le premier cas on est exposé aux radiations de substances radioactives se trouvant à proximité. Dans le cas de la contamination, ces substances sont soit déposées sur la peau (dans ce cas, il « suffit » d'une douche pour s'en débarrasser), soit respirées, soit ingérées. Et dans ce cas, des quantités qui peuvent être totalement bénignes dans le cas de l'irradiation peuvent devenir létales. L'exemple typique est l'iode radioactif qui se fixe dans la thyroïde (ce qui rend les enfants particulièrement vulnérables). Même si l'iode perd la moitié de sa radioactivité en 8 jours, il a pu provoquer des dégâts importants lors des premières semaines dont les conséquences ne seront visibles que dans plusieurs années...

Le césium radioactif peut, lui, se concentrer dans la chaîne alimentaire, en particulier dans le cas des poissons de l'Océan Pacifique qui a été fortement contaminé suite aux rejets d'eau radioactive principalement lors des premiers jours après l'accident. Cette pollution est maintenant complètement diluée dans l'océan mais pourrait rester présente dans les poissons pendant des années. Le même problème se pose pour tous les aliments produits dans la zone contaminée.

Si il n'est donc pas trop difficile d'estimer les doses de radiations externes reçues en mesurant le taux de radiation ambiant, il est très difficile d'estimer les conséquences de la contamination reçue en respirant les particules en suspension dans l'air, en buvant de l'eau contaminée ou en mangeant des aliments contaminés.

Rendez-vous en... 2041

Le 5 août, à la veille de la commémoration de l'explosion de la bombe d'Hiroshima, le journal Science annonçait qu'une étude épidémiologique allait être lancée sur les plus de 2 millions d'habitants de la préfecture de Fukushima pour étudier les effets des radiations à « faible dose ». Cette étude doit durer au moins 30 ans. Rendez-vous donc en 2041 pour enfin en savoir plus sur les effets réels de la catastrophe du 11 mars 2011. Peut-être qu'on pourra alors aussi savoir si il est possible ou pas de démanteler une centrale nucléaire

après un accident de cette ampleur. Mais il est évident qu'on ne peut pas attendre jusqu'en 2041 pour abandonner la folie du nucléaire. Ce qui est certain, c'est que si nous ne sortons pas du nucléaire rapidement, d'autres accidents graves se produiront d'ici-là.

Martin Laurent

Note :

(1)Sv/h : Sievert par heure. Le sievert est l'unité dérivée du système international pour l'équivalent de dose, et vise à évaluer quantitativement l'impact biologique d'une exposition à des rayonnements ionisants. La dose équivalente correspond à l'énergie reçue par unité de masse, corrigée d'un facteur de pondération du rayonnement qui prend en compte la dangerosité relative du rayonnement considéré. Le sievert correspond donc à un joule par kilogramme multiplié par un facteur de correction sans unité. (Source : Wikipédia)

ENTRETIEN AVEC PHILIPPE BILLARD

mardi 5 juillet 2011

Publié dans : Revue Tout est à nous ! 22 (juin 2011)

Peux-tu retracer ton parcours dans la sous-traitance du nucléaire ?

Je suis entré en sous-traitance à la centrale EDF de Paluel en septembre 1985, pour des travaux de métallurgie. J'ai été licencié économique en 1998, à la suite de la fermeture de la boîte. Mais je suis retourné à Paluel en 1999, en intérim, avant d'être embauché en juin 2000 par la société qui est devenue Endel et qui est une filiale du groupe GDF-Suez.

Aujourd'hui je suis toujours chez Endel malgré une procédure de licenciement engagée en 2006, mais j'ai été sorti du secteur nucléaire. Sur demande de EDF, c'est une chose dont maintenant la boîte ne se cache plus. Elle m'a affecté dans une agence travaillant dans la pétrochimie, mais je garde le contact avec mes collègues du nucléaire.

Comment ont évolué les conditions de travail dans ce secteur depuis que tu as commencé à y travailler ?

On a vu une dégradation des conditions de travail. EDF cherche à tout prix à raccourcir de plus en plus les arrêts de tranche. Un arrêt coûte à EDF un million d'euros par jour, et il y en a en moyenne une quarantaine par an. À partir de là, on comprend pourquoi il y a autant de pression sur les salariés pour que le travail soit fini en temps et en heure. Mais EDF prescrit du boulot sans donner réellement les moyens de le faire. Il y a forcément une différence entre un travail commandé par écrit et la réalité de ce qu'il y a à faire. Pourtant, même si ce n'est pas fini, il faut que la machine reparte...

À l'occasion du débat public sur le projet d'EPR à Penly, tu as protesté contre les propos du représentant de EDF qui soutenait que le suivi médical des intervenants dans les centrales nucléaires est le même que celui des agents EDF. Peux-tu expliquer pourquoi ?

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Sur une centrale comme Paluel, pour 1 200 agents EDF, il y a trois médecins du travail sur le site, une infirmerie, sept infirmières et une secrétaire médicale.

Pour les sous-traitants, un seul médecin a en charge 500 salariés, à l'extérieur de la centrale et sans pouvoir y entrer pour faire de la prévention. Mais il doit aussi suivre 3 500 salariés d'autres secteurs d'activité.

Il y a aussi le problème du dossier médical. Celui d'un agent EDF reste sur le site. Alors que pour un sous-traitant, le dossier est à l'organisme extérieur qui le suit. Et il n'est pas automatiquement transmis au nouveau médecin du travail en cas de changement d'employeur à la suite d'une perte de marché.

Pour la dosimétrie, le suivi se fait au niveau national, par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), mais il est extrêmement difficile pour un salarié de récupérer ces données-là auprès de l'IRSN.

De plus, contrairement aux agents EDF, aucun salarié sous-traitant ne quitte son emploi avec la fiche d'exposition que devrait lui remettre son employeur. C'est pourtant ce qui permettrait de prouver, s'il tombe malade des années plus tard, qu'il a été exposé par son travail à tel produit cancérigène, mutagène, etc.

Comment les conditions de travail dans la maintenance nucléaire affectent-elles la sécurité des centrales ?

Il y a là-dessus un exemple parlant dans le film *RAS – Nucléaire, rien à signaler*. Un salarié explique qu'il découvre une rayure ou une fissure lors d'un contrôle, mais que son employeur va chercher une autre équipe pour certifier que ce n'est rien, qu'on peut continuer comme ça, et surtout sans prendre de retard ! Ça se passe ainsi tous les jours...

EDF se vante d'une « Charte de progrès et de développement durable » signée en 2004 avec les syndicats patronaux de la sous-traitance et de l'intérim. Quel est ton avis sur ce texte ?

C'est de la m... ! De toute façon, on ne demande pas aux patrons de s'arranger entre eux sur ce qui leur convient ; on leur demande d'appliquer le droit du travail!

Souvent, les employeurs ne respectent même pas les obligations du code du travail en cas de perte de marché. Ils s'arrangent entre eux pour d'éventuelles propositions de réemploi aux travailleurs de la boîte qui perd le contrat. Même dans les entreprises de nettoyage spécialisées dans le nucléaire, malgré ce que prévoit la convention collective de la propreté.

Mais il est difficile de défendre les droits des salariés. Dans la sous-traitance, le mandat des représentants du personnel peut couvrir tout le territoire français, pas seulement le site sur lequel on travaille. Même pour faire de la prévention, il faut courir dans toute la France. Tu imagines la difficulté ! Il y a bien des élus, mais qui ne peuvent pas faire grand-chose...

Il existe sur les centrales EDF des commissions inter-entreprises sur la sécurité et les conditions de travail (CIESCT). Dans le rapport TSN de 2008, le CHSCT de la centrale de Chinon recommande leur remplacement par de véritables CHSCT inter-entreprises intégrant les représentants du personnel sous-traitant. Que penses-tu de cette demande ?

Je suis d'accord, et j'en parle en connaissance de cause comme ancien secrétaire adjoint de la CIESCT de Paluel. Ce qui se discute dans ces commissions n'a aucune valeur juridique, contrairement à ce qui se passe dans un CHSCT. Même sur l'ordre du jour, il n'y a aucune obligation. EDF y met ce qu'elle veut et y fait sa propagande. Les entreprises sous-traitantes sont représentées par les employeurs, avec des membres désignés par les syndicats, mais il n'y a pas de représentants élus par les salariés de la sous-traitance.

Ce serait important d'avoir de véritables CHSCT de site, inter-entreprises, car dans les CIESCT, on ne traite jamais des réelles conditions de travail, avec les prérogatives d'un CHSCT.

Dans certains milieux syndicaux, il est question depuis plusieurs années d'une convention collective des métiers du nucléaire ? Que penses-tu de cette idée ?

Ce serait une bonne chose. Cela permettrait d'éviter que les boîtes puissent s'appuyer sur les statuts différents des salariés pour créer une concurrence entre eux.

Pourquoi avoir créé en 2008 l'association « Santé sous-traitance nucléaire-chimie » ?

On avait besoin d'un outil au service de tous les salariés du nucléaire, pour la reconnaissance des maladies professionnelles auxquelles ils sont exposés, un peu à l'image de ce qu'est l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante (Andeva) pour l'amiante. Aujourd'hui une quarantaine de personnes se sont déjà adressées à l'association. Mais ce n'est pas facile car elle n'est pas encore très connue et, surtout, certains salariés malades n'imaginent même pas que ça puisse être dû aux expositions subies dans leur travail!

UN PREMIER TOURNANT DANS LA CRISE JAPONAISE

mardi 5 juillet 2011

Chaque jour apporte de nouvelles révélations sur la gravité de l'accident nucléaire de Fukushima Daichi, sur la politique du mensonge qui a couvert l'activité du lobby nucléocrate, sur l'ampleur des risques imposés à la population par le choix de l'atome, sur le déni de démocratie. L'onde de choc du scandale s'étend dans l'archipel nippon. Dix semaines après la catastrophe du 11 mars 2011, on peut probablement dire que la crise japonaise a atteint un tournant.

Dans un premier temps, seules de petites minorités se sont mobilisées contre la politique sociale et énergétique du pouvoir. Soumise à un feu roulant d'appels à l'union sacrée dans l'épreuve nationale, la population est tout d'abord restée traumatisée par la brutalité et la violence du triple désastre : séisme, tsunami et crise nucléaire. Puis le sentiment d'avoir été trompé par des apprentis sorciers s'est répandu, allumant de nombreux foyers de colère citoyenne. Face à la montée des contestations, plutôt que de faire acte de contrition, le patronat a clairement manifesté sa volonté de ne rien lâcher. Des lignes de confrontation prennent forme, les enjeux politiques des mois à venir émergent.

Fukushima : le temps des aveux forcés

Coup sur coup, Tepco, l'opérateur de Fukushima¹, et les autorités japonaises ont dû reconnaître que dès les débuts de la crise, le cœur de trois des six réacteurs de la centrale avait fondu ; que – contrairement aux affirmations antérieures – le séisme avait endommagé les bâtiments et que le tsunami n'était pas seul en cause ; qu'en noyant la matière fissile pour la refroidir, ils avaient créé un nouveau problème majeur : une masse d'eau radioactive qui se répand sur le site et interdit d'y travailler ; qu'ils n'étaient

absolument pas préparés à un tel accident... Industrie et administration n'ont même pas été capables de coordonner efficacement leur action face à la catastrophe.

Notons que l'impréparation n'est pas seulement nipponne. Les autorités nucléaires internationales n'ont jamais travaillé le scénario Fukushima : l'accident simultané de quatre réacteurs avec la conjonction d'un séisme et d'un tsunami. Un mythe s'effondre, selon lequel « tout est prévu », « tout restera sous contrôle ». Une vérité s'impose : le corps scientifique et les médias ont été complices d'un mensonge criminel. Or, tout particulièrement au Japon, pays soumis à de violents tremblements de terre, le soutien de la population à l'industrie de l'atome dépend de la confiance envers « l'expertise ». C'est cette confiance qui se brise.

L'impréparation aux risques et la fin des idées reçues

À un point assez surprenant, l'impréparation des autorités japonaise ne concerne pas que le versant nucléaire de la catastrophe du 11 mars, comme en témoigne un rapport rédigé pour l'ONU et dont le *Japan Times* (27 mai 2011) a fait état.

La combinaison du séisme, de ses répliques répétées, du tsunami et de l'urgence nucléaire, note le rapport, a provoqué un effondrement simultané, « multisectoriel », des infrastructures – un type d'effondrement généralement associé à des pays moins développés : incapacité à fournir rapidement eau, nourriture et abris aux sinistrés ou à rétablir le fonctionnement des communications et services. Bien que le niveau de préparation de l'Archipel aux tremblements de terre ait certainement sauvé de nombreuses vies, les autorités n'ont pas voulu investir pour se protéger d'événements jugés improbables.

Un chiffre illustre l'ampleur du problème : à la mi-mai note du *Yomiuri Shimbun* (24 mai 2011), en moyenne seuls 30 % de l'aide passant par les canaux officiels avait atteint leurs destinataires, tant la désorganisation est grande.

Un patronat en ordre de bataille

La crise japonaise ne fait pas exception à la règle : en temps de catastrophe humanitaire, les dominations de classe se renforcent plus qu'elles ne s'effacent au nom de la solidarité. Le patronat a fait savoir qu'il ne remettait pas en cause le choix du nucléaire, qu'il considérait que Tepco et l'industrie de l'atome n'étaient ni coupables ni responsables, que l'indemnisation des victimes devait être financée par l'impôt ou la hausse des tarifs d'électricité – poussant jusqu'à son terme la logique bien capitaliste selon laquelle les gains sont privatisés et les pertes socialisées.

L'économie japonaise est entrée en récession et, pour la première fois depuis 1980, au mois d'avril, la balance commerciale était déficitaire. Le patronat argue de la crise pour en appeler à la baisse des aides sociales, à la hausse des impôts et des taxes supportés par la population, à la réduction des protections contre les licenciements...

Le patronat mène de front son offensive sur la question nucléaire et sur les droits sociaux. Les résistances doivent elles aussi lier l'une à l'autre.

La montée des résistances

En matière nucléaire, la perte de confiance envers les « experts » aidant, l'opinion publique a basculé. La population a été particulièrement choquée par le cynisme du pouvoir qui a augmenté les taux légaux d'irradiation ; et ce, non seulement pour le personnel intervenant dans la centrale de Fukushima 1, mais aussi pour les écoliers de la région. « Le gouvernement peut-il garantir la santé de nos enfants ? » demandent les parents.

Comme en France, l'industrie de l'atome au Japon utilise l'arme financière pour faire taire les oppositions, arrosant de taxes et subventions les communes où sont implantées les centrales. Le gouvernement n'en a pas moins dû s'engager à fermer temporairement des réacteurs à Hamaoka, une installation particulièrement mal préparée à un tsunami. Des scandales sont mis en lumière, comme celui du surgénérateur de Monju, dans la baie de Tsuruga. Il est situé sur une faille sismique très active et avait été fermé en 1995 à la suite d'une grave fuite de sodium. Remis en route en mai 2010, il a connu un nouvel accident trois mois plus tard : une partie du couvercle est tombée dans la cuve du réacteur. Depuis, aucune solution n'a été trouvée et l'un des responsables du site s'est suicidé, laissant un testament dont le contenu est gardé secret.

Le mouvement antinucléaire a pris son essor. Après des manifestations parfois importantes (17 500 à Tokyo), il a lancé un appel pour passer de l'action locale à l'action nationale et internationale, pour que le 11 juin soit une journée mondiale de mobilisation

avec pour objectif symbolique le million de manifestantEs.

Ce passage des résistances locales au national reste à faire sur le terrain social. Des initiatives sont prises en défense des travailleurs du nucléaire, soumis au risque radioactif. Des villageois entrent en dissidence. Des réfugiés dénoncent la condition qui leur est faite. Des syndicalistes radicaux engagent le combat en défense des droits sociaux. Mais il n'y a pas, pour l'heure, d'appel à même de faire converger ces luttes.

Le lien, et c'est très positif, est cependant fait par les militantEs radicaux entre le combat social et le combat antinucléaire. Certaines des initiatives « novatrices », comme le sit-in devant le siège de Tepco, ont été initiées par des syndicalistes. En témoigne aussi la venue en France, à l'occasion du G8, de Shinpei Marakami et Toshihide Kameda, paysans bio, membres de Nômiren (organisation japonaise de Via Campesina), dont les terres sont aujourd'hui incultivables ; ainsi que la venue de Kiichi Takahashi, membre d'Attac Japon et de la fédération des télécommunications affiliée à la coordination syndicale Zenrokyo (NTUC), liée en France à Sud PTT, appelant à sortir du nucléaire.

Échéances politiques

Nombre de militantEs chevronnéEs – politiques, associatifs et syndicaux – sont partie prenante des mobilisations antinucléaires en cours. Mais ces dernières sont largement le fait de jeunes sans engagements antérieurs, utilisant les réseaux sociaux comme mode de mise en relation. Elles intègrent aussi aujourd'hui des parents inquiets pour l'avenir de leurs enfants.

L'entrée en action de milieux sans traditions politiques donne sa force et sa vitalité au mouvement de résistance émergent. Sans précédent depuis quarante ans dans l'Archipel, elle montre que nous assistons bien à un tournant dans la situation politique du pays.

La crise japonaise n'est pas « sectorielle » ; elle ne concerne pas « que » le nucléaire ou « que » lesocial. C'est une crise de confiance, une crise démocratique, une crise de légitimité du pouvoir, une crise nationale. Il ne sera pas facile à « ceux d'en haut » de la surmonter. Mais c'est aussi une crise sans alternative constituée. Il ne sera pas facile à celles et ceux « d'en bas » de donner forme à une véritable alternative politique.

Pour la première fois, certes, des plans de sortie du nucléaire sont élaborés. Mais au cas où l'administration se verrait forcée de reculer sur ce terrain (elle renonce pour l'heure à faire passer la part de l'atome dans la production d'électricité de 30 à 50 %), l'industrie proposerait ses propres alternatives, productivistes, choisies pour le profit qu'elles peuvent générer et non pour leur rationalité sociale et écologique. Il ne suffit pas de fermer les centrales existantes, il faut aussi changer de paradigme énergétique – ce qui ne se fera pas sans s'attaquer à la logique économique dominante (capitaliste) et aux pouvoirs établis.

Une brèche est ouverte et c'est ce qui compte avant tout. La population japonaise a besoin de notre solidarité¹. Manifestons avec elle, en France, le 11 juin !

Pierre Rousset

FERMONS FESSENHEIM !

samedi 2 juillet 2011

Environ 5 000 personnes, dont de nombreux Allemands, ont organisé une chaîne humaine le 26 juin autour de la centrale de Fessenheim, dans le Haut-Rhin, pour exiger sa fermeture. La doyenne des centrales nucléaires françaises devrait être fermée depuis plusieurs années. Alors qu'elle a connu de multiples incidents, qu'elle est située à proximité d'une faille sismique, le gouvernement vient de décider de prolonger sa durée de vie. Après trente ans de fonctionnement, l'Agence de sécurité nucléaire (ASN) a en effet approuvé le prolongement de dix ans du réacteur n°1. Pourtant le prolongement des centrales est une cause majeure des accidents, car plus le temps passe, plus les cuves et les enceintes de confinement risquent de se dégrader. De plus Fessenheim avait présenté des défauts de revêtement dès 1999.

L'environnement international devient critique pour l'industrie nucléaire française. La sortie du nucléaire programmée en Allemagne et en Suisse, le refus massif du peuple italien de voir une relance du nucléaire isole un peu plus le gouvernement français après ses prises de position en faveur de l'atome à la suite de la catastrophe de Fukushima. Mais cette décision est lourde de sens. Besson et consorts veulent dire : oui, Fukushima a prouvé les dangers du nucléaire, et oui, nous sommes prêts à prendre un tel risque. Il faut dire que les enjeux économiques ne sont pas minces. Les prévisions financières d'EDF sont basées depuis 2003 sur une durée de

vie des centrales de 40 ans. La rentabilité et les profits du fournisseur d'électricité sont au prix de ces dix ans supplémentaires de menaces.

Et après ces 40 ans, qui peut dire qu'un nouveau prolongement ne sera pas imposé, puisque aucun calendrier d'arrêt des centrales les plus anciennes n'est prévu ? La fuite en avant menace les populations des deux côtés du Rhin, et en premier lieu les travailleurs chargés de la maintenance de la centrale. La seule alternative afin d'assurer la sécurité est l'arrêt immédiat des réacteurs de Fessenheim et des autres centrales les plus anciennes. Pour dessiner une autre logique énergétique, cela doit être une première étape, avec l'arrêt des projets de nouveaux réacteurs. Ce n'est qu'à ces conditions qu'une planification pour la sortie du nucléaire, appuyée sur un service public des énergies, sera envisageable.

M6, LA PETITE CHAÎNE QUI... LA FERME.

vendredi 24 juin 2011

Lors de l'enregistrement de l'émission Capital, le journaliste Guy Lagache ose poser une question sur la sûreté des centrales nucléaires à Éric Besson. Celui-ci s'en offusque (en effet, la question ne se pose pas du tout) et quitte le plateau en pleine interview : « Allez, je vous laisse. Je me casse ». L'enregistrement fait le bonheur d'internet pendant trois jours. Dimanche soir, l'émission est diffusée, le spectateur avide se demande comment le clash va être expliqué... Arrive l'interview du ministre, et... rien ne se passe. Le clash a été coupé au montage ! Au point que Besson se permet d'envoyer un tweet expliquant qu'il a monté l'affaire avec Lagache pour donner un coup de pouce à l'audience ! Quant à Lagache, pas un mot, le départ de Besson n'est même pas évoqué. Besson est décidément un véritable adepte de Sarkozy. La prochaine fois, il ira peut-être même jusqu'à dire au journaliste « casse-toi pov con ! »

L'ALLEMAGNE DIT ADIEU AU NUCLÉAIRE... MAIS PAS AUX FOSSILES !

dimanche 5 juin 2011

Toutes les centrales nucléaires d'Allemagne seront fermées d'ici 2022. Les sept réacteurs les plus anciens avaient été mis à l'arrêt après la catastrophe de Fukushima. Un autre réacteur, victime de pannes fréquentes, avait déjà subi le même sort plus tôt. Les neuf autres installations seront mises hors course progressivement, trois d'entre elles – les plus récentes – continuant cependant de fonctionner jusqu'en fin de période. Qualifiée d'irréversible, la décision a été prise par le gouvernement au terme de débats internes difficiles : le petit parti libéral et une partie de la CDU/CSU s'y opposaient. Cependant, en fin de compte, Angela Merkel a imposé sa ligne, sur base d'un rapport demandé à des experts suite à Fukushima.

L'Allemagne prend ainsi la tête du groupe de pays européens qui ont décidé de renoncer complètement à l'énergie atomique, et qui comprend en plus la Suède, la Suisse, la Belgique et l'Italie (dans ces deux derniers cas, cependant, l'affaire n'est pas encore tranchée).

La décision du gouvernement de Bonn représente une défaite pour le lobby patronal pronucléaire au sein duquel on trouve des entreprises aussi influentes que Thyssen Krupp, BASF, Bayer, Daimler-Benz ou la Deutsche Bank.

Le mouvement antinucléaire remporte ainsi une victoire, fruit de sa ténacité. Luttant sans discontinuer depuis les années '70 du siècle passé, il a encore fait descendre récemment plus de 160.000 personnes dans les rues du pays. Les activistes ne soutiennent pas pour autant la décision des autorités, dont ils trouvent la mise en œuvre trop lente. Selon Greenpeace, par exemple, les dix-sept réacteurs que compte l'Allemagne pourraient être tous fermés en 2015, sans que le pays ait besoin d'importer de l'électricité (comme le gouvernement le prévoit), si un plan audacieux de déploiement des énergies renouvelables et de hausse de l'efficacité énergétique était adopté.

Mais il y a davantage qu'une question de rythmes : en effet, si la décision de sortir du nucléaire est positive, le plan de Merkel n'en est pas moins à combattre, car il s'inscrit pleinement dans une logique productiviste au sein de laquelle il est impossible de renoncer à la fois à l'atome et aux énergies fossiles. Or, tel est le défi global qui doit être relevé aujourd'hui.

Les centrales nucléaires allemandes assurent 22% de la production d'électricité du pays, et les renouvelables 18%. Pour compenser l'abandon de l'atome sans mettre en question l'augmentation annuelle de la demande en électricité (2% environ), Angela Merkel mise non seulement sur l'éolien, le photovoltaïque et la géothermie, mais aussi sur la construction de centrales au gaz, au charbon et au lignite ainsi que sur des importations à hauteur de 20% des besoins: électricité hydraulique en provenance des pays nordiques, biomasse d'Europe de l'Est, solaire thermodynamique provenant du réseau Desertec qui sera implanté en Afrique du Nord...

D'importants travaux seront nécessaires pour adapter le réseau local de distribution et il faudra tirer 4000 km de lignes à haute tension pour acheminer le courant produit par les parcs éoliens en Mer du Nord jusqu'au sud du pays. D'ici 2020, la part des renouvelables dans la production d'électricité devrait passer à 35%. L'isolation des maisons continuera à être encouragée. Mais la chancelière n'exclut pas clairement et catégoriquement l'achat à la France de courant provenant de centrales nucléaires : « il y a toujours en Europe des flux de courant qui vont et qui viennent », a-t-elle déclaré.

Le gouvernement affirme que son plan de sortie du nucléaire est compatible avec le fait de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici 2020 (par rapport à 1990). Cette affirmation est toutefois à prendre avec des pincettes. En 2010, les émissions allemandes ont augmenté de 4,8% par rapport à l'année précédente. Selon l'étude « Energy Revolution » réalisée il y a quelques années par des thermodynamiciens de l'université de Stuttgart, sortir à la fois du nucléaire et des combustibles fossiles d'ici 2050 n'est possible que si les besoins finaux en énergie diminuent de 40 à 50% selon les secteurs.

Ce n'est pas dans cette voie-là que s'engage Merkel, au contraire : aligné sur le diktat de la croissance capitaliste, son plan est basé sur une extension continue de la production, donc des besoins énergétiques.

Dans l'opinion publique, c'est surtout l'impact sur les coûts de l'électricité qui mobilise l'attention. Il fait l'objet d'estimations discordantes : 1 à 2 milliards d'Euros par an selon les uns, 3 milliards selon les autres. Bonn devrait investir pas moins de 56 milliards en neuf ans pour adapter et développer le réseau de transport du courant. Merkel répète sans arrêt que « les consommateurs ne paieront pas plus cher », mais personne n'est dupe : le gouvernement et les électriciens s'entendront pour transférer la hausse des prix sur les consommateurs finaux. Selon l'Agence allemande pour l'énergie (Dena), le prix du kilowatt augmenterait de 20% d'ici 2020. La fédération patronale de l'industrie (BDI) cite un chiffre encore plus élevé : 30%.

Une chose est certaine : le patronat est bien décidé à ne pas payer la note. Les quatre grands groupes qui contrôlent la production électrique envisagent même de lancer une action en justice contre la décision du gouvernement. Celui-ci, pour les calmer, pourrait renoncer à prélever la taxe sur le combustible nucléaire qui rapporte à l'Etat 2,3 milliards d'Euros par an. Dans le but d'amadouer les électriciens, le gouvernement les avait déjà dispensés de verser leur contribution (300 millions) au fonds pour le développement des énergies alternatives.

Il y a certainement moyen de fermer les centrales plus vite que ce qui a été décidé par l'équipe d'Angela Merkel et en réduisant davantage les émissions de gaz à effet de serre mais, pour cela, plusieurs conditions doivent être remplies : 1) une réduction importante des besoins en électricité ; 2) une nationalisation par expropriation du secteur de l'énergie, sous contrôle démocratique ; 3) une planification de la transition énergétique indépendamment des coûts ; 4) la suppression des productions inutiles et nuisibles, avec reconversion des travailleurs.

Il va de soi que ces mesures n'entrent pas en considération au niveau du gouvernement, dont la politique néolibérale agressive vise au contraire à doper le secteur vert du capitalisme allemand : l'industrie du photovoltaïque, qui se bat pour le leadership mondial sur ce marché ; et le secteur automobile, qui recevra un million d'Euro supplémentaire pour mettre au point de nouvelles batteries.

L'heure n'est vraiment plus à demander un débat public, ou une consultation populaire sur le nucléaire : il faut décider tout de suite de fermer ces centrales de malheur, et les arrêter le plus rapidement possible, en garantissant l'emploi et le salaire des travailleurs qui y sont employés.

Contrairement à ce qu'on tente et qu'on tentera encore de nous faire accroire avec les « stress tests », un Fukushima à Doel ou à Tihange est bel et bien de l'ordre des possibilités. La décision allemande de sortir du nucléaire est un encouragement à redoubler partout d'efforts dans le combat contre cette technologie d'apprentis sorciers, mais il faut le faire dans le cadre d'une alternative d'ensemble à la politique énergétique capitaliste qui découle du caractère foncièrement productiviste de ce mode de production. Seule une alternative de type écosocialiste peut permettre de sortir à la fois de l'atome et des fossiles, et de le faire dans la justice sociale.

Daniel Tanuro, le 3 juin 2011. <http://www.lcr-lagauche.be/>

JAITAPUR : UNE NOUVELLE FOLIE NUCLÉAIRE

samedi 4 juin 2011

Inde. La catastrophe de Fukushima a mis en lumière l'insécurité inhérente à l'énergie nucléaire. À Jaitapur, cette menace est relancée par le projet de nouvelles constructions de centrales.

La catastrophe de Fukushima, d'une ampleur inégalée depuis Tchernobyl et dont on ne connaît pas encore l'étendue des conséquences, a relancé en Inde le débat sur la sûreté du nucléaire civil et la politique d'expansion nucléaire du gouvernement indien.

En 2010, la part du nucléaire ne représente que 4 780 mégawatts (MW) soit 4, 2 % de la consommation d'énergie du pays. Le gouvernement indien prévoit de multiplier cette capacité par cinq dans les dix prochaines années. Les constructions en cours ne devraient ajouter que 3 900 MW, mais l'objectif fixé est de construire de nouveaux réacteurs qui cumuleraient une puissance de 63 000 MW à l'horizon 2032. Cela représenterait 100 milliards d'euros d'investissements potentiels et 25 % de l'énergie du pays.

Or, les révélations sur les négligences en matière de sûreté de la part des industriels au nom de la course au profit, illustrent l'impossibilité d'assurer une sécurité satisfaisante des installations nucléaires. L'Inde ne dispose pas pour sa part d'une autorité de sûreté indépendante. La commission de régulation de l'énergie atomique, en charge de cette question, partage son personnel et fournit des fonds aux organisations qu'elle est censée contrôler. Et pourtant, sept centrales sont en cours de construction et au moins 36 nouvelles centrales sont à l'étude ou planifiées. Le gouvernement a signé un accord avec l'entreprise française Areva pour construire six réacteurs de type EPR d'une puissance cumulée de 9 600 MW à Jaitapur, une ville côtière de l'État du Maharashtra. À terme, Jaitapur accueillera le plus grand complexe nucléaire au monde !

La région de Jaitapur est réputée pour sa très grande biodiversité. Elle accueille des milliers d'espèces d'animaux et de plantes dont certaines sont en voie de disparition. La construction de la centrale nucléaire est une menace pour tout cet écosystème. Les habitants de la région, dont certains ont été expropriés, ont réagi avec force contre le projet de centrale nucléaire qui menace leur mode de vie et l'environnement. Le gouvernement indien a répondu à la contestation par le plus grand mépris. Les manifestations ont été durement réprimées et un manifestant a trouvé la mort.

Jaitapur illustre l'aveuglement des nucléocrates. À ce jour, aucun réacteur EPR n'a encore été testé. En dehors du prototype de Flamanville, l'un est en construction en Finlande, deux à un stade plus initial en Chine. Le projet finlandais a maintenant deux ans de retard. Il devait coûter 3 milliards d'euros mais son coût a maintenant atteint 5 à 7 milliards, un gouffre financier payé par le contribuable français. Si l'on se réfère à la catastrophe de Fukushima, le choix de Jaitapur est une aberration. Placé sur la côte, le site n'est pas à l'abri d'infiltrations d'eau de mer ou d'un tsunami et Jaitapur a déjà été touché par un tremblement de terre.

De plus, l'Inde n'est pas le Japon. Aucun plan d'évacuation n'existe en cas d'accident dans une centrale. Qu'arriverait-il si une catastrophe nucléaire advenait dans le pays ?

La coalition pour le désarmement nucléaire et la paix (CDNP), qui regroupe 200 associations indiennes, appelle à un moratoire sur les activités nucléaires civiles indiennes et à un audit sur les installations en service. Greenpeace Inde a lancé une pétition en ligne visant à recueillir 100 000 signatures contre la construction des six réacteurs de Jaitapur.

Avec la catastrophe de Fukushima, la contestation s'est accentuée et a pris de l'ampleur. Il est important de soutenir les mobilisations contre l'expansion nucléaire délirante prévue par le gouvernement indien. Le risque de voir un nouveau désastre, dont on peut imaginer qu'il serait encore plus destructeur et coûteux en vies humaines, est tout simplement insupportable. Nous sommes, en France, particulièrement concernés, puisque Areva est le maître d'œuvre. Tout doit être fait pour empêcher cette nouvelle folie nucléaire.

Danielle Sabai

Pétition contre la construction de la centrale nucléaire de Jaitapur : www.greenpeace.org/india/en/What-We-Do/Nuclear-Unsafe/support-for-the-people-of-jaitapur/?utm_source=SilverpopMailing&utm_medium=email&utm_campaign=Jaitapur%20Non-signers%20%20-%20old%20LP%20%281%29&utm_content=

SELON TEPCO, « DES ACCIDENTS COMME CELUI DE TCHERNOBYL [N'AURONT] JAMAIS LIEU AU JAPON »...

vendredi 29 avril 2011

Ryota Sono, 29 ans, est un militant pacifiste radical, membre aussi du Syndicat interprofessionnel des travailleurs précaires (Precarious Workers General Union). Depuis le désastre nucléaire de Fukushima provoqué par le grand séisme et le tsunami du 11 mars, il a impulsé des actions de protestation à l'encontre de la compagnie d'électricité de Tokyo (Tepco, Tokyo Electric Power Company). Cette initiative a suscité beaucoup de sympathie, en particulier chez les jeunes générations. Kenji Kunitomi a interviewé Ryota Sono le 23 avril 2011 à Tokyo.

Qu'est-ce qui t'a avant tout poussé à appeler à une action de protestation directe à l'encontre de Tepco ?

Des groupes antinucléaires avaient organisé une action de protestation devant le siège de Tepco le jour suivant le tremblement de terre et le raz-de-marée, mais elle avait réuni moins de vingt militants. Après, durant une semaine, aucun nouvel appel à l'action contre Tepco n'avait été lancé. Pendant cette semaine, il y avait eu une série de grandes campagnes médiatiques pour « calmer » l'anxiété et la colère de la population, ainsi que pour éveiller les sentiments nationalistes sur le mode «le Japon doit s'unir » pour faire face aux pires dommages. Le Parti démocratique (PDJ) au pouvoir et la classe dominante veulent faire taire toute voix populaire qui critiquerait la politique de développement nucléaire mise en œuvre par les gouvernements japonais successifs. J'ai pensé que nous devions mettre directement en cause Tepco pour sa responsabilité dans ces tragédies. Tepco avait expliqué que des « accidents comme celui de Tchernobyl n'auraient jamais lieu ici parce que la technologie nucléaire japonaise est excellente ». Je ne pouvais pas permettre à Tepco d'échapper à ses responsabilités.

Quelle réponse a reçu ton appel à protester devant le siège de Tepco ?

La semaine qui a suivi mon appel à l'action, une dizaine de personnes seulement m'ont retrouvé tous les soirs devant Tepco. Mais les gens ont commencé à comprendre, de plus en plus, que Tepco cachait des faits sur ce qui s'était vraiment passé à la centrale de Fukushima, des faits gênants pour la compagnie. Ils ont vu qu'ils avaient été trompés par Tepco. Au bout d'une quinzaine de jours, plusieurs centaines de personnes se sont jointes à nous, protestant activement contre Tepco, criant « Non aux centrales nucléaires ! » Elles sont maintenant convaincues que sans des mobilisations pour exiger la mise à l'arrêt des centrales, un autre accident nucléaire tragique se produira, car il y a 54 réacteurs partout dans l'Archipel, et bon nombre d'entre eux sont situés sur les côtes, particulièrement vulnérables aux séismes et tsunamis. De nombreux médias étrangers ont rendu compte de notre action, mais ce ne fut pas le cas des médias japonais. Je pense que bon nombre des chaînes de télévision et des grands journaux nippons sont contrôlés par les milieux d'affaires et le gouvernement.

Je suppose que tes actions de protestation contre Tepco ont contribué à ce que des jeunes se joignent aux manifestations contre les centrales nucléaires.

J'étais présent à la manifestation contre les centrales nucléaires à Koenji, dans l'ouest de la métropole de Tokyo, le 10 avril, à laquelle près de 15 000 personnes, surtout des jeunes, ont participé. Pour beaucoup d'entre eux, c'était la première fois qu'ils venaient à une manifestation quelle qu'elle soit, leur première expérience. J'ai toujours insisté pour que les jeunes s'organisent eux-mêmes, pour se dresser contre ces catastrophes humanitaires criminelles provoquées par les grandes entreprises d'électricité et le gouvernement. Bon nombre des présents avaient appris l'existence de la manifestation par le biais des réseaux sociaux comme twitter. Nous préparons maintenant une « action populaire d'un million contre les centrales nucléaires partout au Japon », le 11 juin prochain, soit exactement trois mois après le séisme, le raz-de-marée et la catastrophe nucléaire.

Quelle est votre principale revendication pour ce projet de manifestation du 11 juin ?

Nous souhaitons évidemment construire un réseau national pour l'arrêt des centrales nucléaires et pour exiger de Tepco et du gouvernement, vu leurs responsabilités, qu'ils indemnisent complètement les victimes de la triple catastrophe – tremblement de terre, tsunami et la centrale. Mais je pense que notre mobilisation doit viser au-delà de ces exigences.

Même après Fukushima, le gouvernement nippon et les capitalistes ne renoncent pas à leurs projets de centrales nucléaires. Ils préparent toujours l'exportation de ces centrales.

Je pense que le problème est le système, le système capitaliste.

Si nous voulons un monde sans centrales nucléaires, nous devons nous opposer au système capitaliste.

Propos recueillis par Kenji Kunitomi

A L'APPEL DU RÉSEAU "SORTIR DU NUCLÉAIRE", MANIFESTONS PARTOUT !

samedi 23 avril 2011

Le 26 avril 1986 un réacteur de la centrale nucléaire de Tchernobyl explosait. 25 ans après, alors que le bilan objectif de cette catastrophe n'est toujours pas tiré, un nouvel accident nucléaire se produit à Fukushima au Japon. Cette nouvelle catastrophe, désormais classé au même niveau de celle de Tchernobyl, dure depuis plus d'un mois, sans que la situation soit stabilisée. Le gouvernement japonais vient d'interdire l'accès d'une zone de 20km autour de la centrale, mesure dérisoire quand on sait que les pollutions radioactives dangereuses pour la population ont été diagnostiquées dans un périmètre géographique excédant 100 km... La catastrophe nucléaire du Japon démontre un fois de plus la prétention technologique de l'industrie nucléaire qui ne parvient pas

plus à maîtriser les risques d'accidents et à en traiter les conséquences, qu'à trouver des solutions durables pour les déchets qu'elle produit... Les salarié(e)s et la population sont les otages de cette industrie mortifère dont la dangerosité est exacerbée par la course à l'économie et au profit qui régit le système capitaliste. Il y a urgence à abandonner cette production coûteuse et polluante pour plusieurs générations, comme il y a urgence à amorcer une transition énergétique globale permettant de lutter contre le changement climatique. Il faut réquisitionner les grands groupes de l'énergie et leurs bénéficiaires, garantir l'emploi et l'embauche des intérimaires et sous-traitant(e)s de la filière et entamer une reconversion qui ne se fasse pas sur le dos des travailleurs et des usagers. Il faut développer au sein d'un grand service public de l'énergie l'efficacité énergétique, les économies d'énergie et les énergies renouvelables.

Le NPA appelle à manifester partout en France à l'occasion des 25 jours d'actions organisées par le Réseau Sortir du Nucléaire dont il est membre.

Nous revendiquons l'arrêt des réacteurs de plus de 30 ans, l'arrêt des nouveaux projets tels que les EPR de Penly et de Flamanville, la ligne THT Cotentin-Maine, ITER, le centre de recherche militaire de Mégajoule, Bure et autres projets de stockage des déchets nucléaires ainsi que l'arrêt de tous les projets de l'industrie nucléaire française à l'étranger. Pour une décision de sortie du nucléaire en moins de 10 ans.

FUKUSHIMA OU L'INHUMANITÉ CAPITALISTE

vendredi 22 avril 2011

Nous publions ci-dessous le premier d'une série d'articles sur les leçons de la catastrophe nucléaire de Fukushima. Ci-dessous, ce que nous apprend la condition faite aux travailleurs intervenant sur la centrale et, notamment, aux employés des entreprises de sous-traitance.

Dans une série de billets écrits après le désastre nucléaire japonais, le Dr Abraham Behar, président de l'Association des Médecins français pour la Prévention de la Guerre nucléaire (AMFPGN), s'interrogeait : « Qui se soucie des manutentionnaires de Fukushima ? : « *Des voix s'élèvent pour évoquer le sort des 50 techniciens qui font ce qu'ils peuvent dans la centrale hautement radioactive. Mais qui se soucie des quelques 300 manutentionnaires préposés aux basses besognes, aux côtés des pompiers et leur jet d'eau dérisoire, et qui sont de fait les "liquidateurs" japonais ?* » . [— 1]

« *Les conditions de travail sont affreuses* » reconnaissait Thierry Charles, directeur de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), cité par Catherine Vincent dans un article du 18 mars [— 2]. Il était alors encore difficile pour les journalistes de vérifier à quel point ce jugement était justifié. Le sort des « soutiers » du nucléaire – les employés des entreprises de sous-traitance – restait en particulier « *mal connu* » notait le 23 mars Philippe Pons, correspondant du *Monde* qui vit depuis plusieurs décennies dans l'archipel. Le sociologue Paul Jobin, spécialiste de cette question, en savait pourtant assez pour prévenir : « *Sans renforts, les ouvriers de Fukushima sont condamnés* » [— 3].

Les doses de radioactivités reçues par ces travailleurs du nucléaire sont-elles aussi dangereuses que l'affirme Paul Jobin, « *potentiellement mortelles* » pour reprendre les termes de la Criirad, qui critique la façon dont opèrent les autorités japonaises ? [— 4] Bien des « experts » prétendent que non, en s'appuyant sur les données officielles (notoirement incomplètes) et sur des « niveaux » d'expositions aux radiations légalement autorisés – en oubliant de rappeler que ces niveaux sont définis en tenant compte des besoins des industries concernées plus que de critères médicaux : la preuve, ils changent en fonction des urgences et des pays, comme si les effets des radiations variaient selon le lieu et le moment ! 5

Ainsi, le 19 mars, les autorités japonaises ont relevé le maximum légal jusqu'à 250 millisieverts afin de pouvoir continuer à envoyer des salariés sur le front de Fukushima et réduire les évacuations de population. Paul Jobin note « *[qu'en] temps normal au Japon, le maximum légal d'exposition est de 20 millisieverts (mSv) par an en moyenne sur cinq ans, ou un maximum de 100 sur deux ans, ce qui est déjà très élevé, mais on peut traduire cette décision "d'urgence" comme un moyen de légaliser leur mort prochaine et d'éviter d'avoir à verser des indemnités à leurs familles, car les risques de cancers augmentent à proportion de la dose encaissée. Avec des doses de 250 mSv, les risques de cancers, d'atteintes mutagènes ou sur la reproduction sont très élevés.* » [— 6]

Au-delà des chiffres un peu abstraits, la condition faite aux « soutiers » du nucléaire à Fukushima devrait convaincre quiconque douterait encore que la santé des êtres humains n'est pas la préoccupation première des industriels et gouvernants ! Elle a notamment été décrite par le correspondant du *Monde* Philippe Mesmer [— 7], de l'AFP [— 8] ou du quotidien nippon *Asahi* [— 9]. Tous les employés de Tepco – l'entreprise responsable du site –, pompiers et soldats qui interviennent dans la centrale courent des risques importants ; mais ce sont les salariés des entreprises de sous-traitance qui font le travail le plus dangereux (ce qui les a notamment amenés à patauger dans des flaques d'eau très radioactive) : « *Les sacrifiés de Fukushima [...] tirent des câbles pour rétablir l'électricité, dégagent les débris encombrant les sites, aspergent les réacteurs privés de systèmes de refroidissement et*

tentent de relancer le fonctionnement d'équipements. ».

Histoire de rogner sur les coûts et malgré la dureté de la tâche, les « *travailleurs du risque* » sont mal nourris ! « *Nous mangeons deux fois par jour. Au petit-déjeuner, des biscuits énergétiques, au dîner du riz instantané et des aliments en conserve* » explique Kazuma Yokota, un surveillant de la centrale à une équipe de télévision nipponne. Pas de déjeuner à midi. Dans les premiers jours de la crise, chaque intervenant ne recevait qu'un litre et demi d'eau en bouteille. Ils dorment (brièvement) dans des conditions précaires sur le site même de Fukushima dans un bâtiment prévu pour résister en partie aux radiations, sur une natte et avec un drap de plomb, censés les protéger : « *Les employés dorment en groupe dans des salles de réunion, les couloirs ou près des salles de bain. Tout le monde dort à même le sol* », [10]

Les « *gitans du nucléaire* » comme on les nomme au Japon (ils se déplacent de centrale en centrale, de chantier en chantier, au gré des besoins – on parle en France aussi des « *nomades du nucléaire* ») vivent donc 24 heures sur 24 dans un environnement contaminé. Or, les équipements de protections ont fait cruellement défaut. Ils n'avaient souvent qu'un dosimètre pour deux – en effet, selon la Tepco, après la catastrophe du 11 mars, il ne restait que 320 dosimètres en état de marche sur les 5.000 officiellement en magasin ! [11]. Ils se sont retrouvés chaussés de bottes de caoutchouc ou de bottines en plastique ! « *Les conditions de travail étant de plus en plus dangereuses, je ne pense pas pouvoir trouver d'autres salariés qui accepteraient d'y aller* », a confié un sous-traitant au journal Asahi. [12]

Le mouvement antinucléaire – et pas seulement les syndicats – doit faire sien la défense des salariés en danger. Comme le note Abraham Behar, « *[...] seuls les travailleurs ont un double risque, celui des fortes doses liés aux accidents et celui des faibles doses comme toute la population exposée et contaminée. [...] Pardonnez à un vieux réflexe de médecin qui fait de la vie de chaque patient "le bien le plus précieux", et qui s'interroge : quelle solidarité peut-on, doit-on, mettre en œuvre pour les obscurs précaires Japonais ? Le mouvement syndical a su se mobiliser pour les intérimaires du nucléaire et l'union européenne a pris quelques dispositions projectives, et nous, que faisons-nous ?* »

N'en déplaise aux apologues du nucléaire, la gravité du danger couru par les intervenants à Fukushima ne fait aucun doute. Le ministère de la Santé, du Travail et du Social [13] au Japon l'a lui-même reconnu à sa façon : « *il n'est jamais bon d'avoir n'importe quel type de travail qui exige de mettre sa vie en danger* » à déclaré au quotidien *Asahi* l'un de ses hauts fonctionnaires, « *néanmoins, l'importance qu'il y a à régler la situation à la centrale nucléaire va au-delà du cadre de la politique sociale. Je ne peux pas être confiant [pour juger] si c'est cela ou la sécurité des travailleurs qui devrait avoir la priorité.* » Même si la chose est exprimée dans une langue un peu contournée, on ne peut être plus clair. [14]

Plus le travail est précarisé et plus pèse sur les salariés le chantage à l'emploi ainsi que sur les entreprises de sous-traitance le chantage au marché. Paul Jobin note que dans ces conditions, « *ces ouvriers travaillent souvent en deçà des normes de protection. Le patron d'une petite entreprise résidant à proximité de Fukushima 1, qui avait travaillé pour le compte de fabricants de réacteurs nucléaires (General Electric, Hitach, ...), m'avait montré en 2002 le cachet "pas d'anomalie" qu'il avait utilisé pendant des années pour falsifier le carnet de santé des ouvriers dont il avait la responsabilité, jusqu'à ce qu'il soit lui-même atteint de cancer et rejeté par Tepco.* » [15]

Le risque nucléaire est partout occulté, à commencer par en France. Vu les circonstances, les décrets gouvernementaux du 30 mars sur les conditions permettant à des travailleurs de bénéficier d'une retraite anticipée [16] prennent valeur de symbole. Les rayonnements ionisants (radioactivité) cancérogènes, mentionnés auparavant, « *ont été discrètement retirés de la liste* », alors qu'ils « *figuraient dans le projet de décret présenté le 23 février.* »

« *Ainsi, les personnels de l'industrie nucléaire, par exemple, et notamment les salariés des sous-traitants qui subissent les plus fortes expositions, "sont mis à l'écart d'une disposition valable pour toutes les expositions professionnelles à des cancérogènes", dénonce Michel Lallier, représentant CGT au haut comité pour la transparence et à l'information sur la sécurité nucléaire. "C'est un non-sens et une injustice flagrante."* » [17]

Le scandale ayant publiquement éclaté, les travailleurs intervenant sur la centrale en crise obtiennent de meilleures conditions de protection et d'indemnités – en espérant que les employés de la sous-traitance bénéficient aussi de nouvelles mesures. Mais tout cela en dit long sur l'état d'impréparation de l'industrie nucléaire et du gouvernement à un accident majeur. La Tepco a dû avouer qu'elle n'avait, même en ce qui concerne ses propres employés, pas défini un niveau de prime correspondant à la crise présente, n'ayant « *jamais envisagé une situation dans laquelle les travailleurs devraient intervenir de façon continue au milieu d'un haut niveau de radiations.* » [18]

Tout cela révèle aussi l'inhumanité du quotidien capitaliste pour qui la santé et la vie des travailleurs – ou des populations avoisinantes, victimes des pollutions –, n'est qu'une variable ajustable, comme le salaire. Ainsi, au nom de l'intérêt des actionnaires, Tepco avait refusé de mettre en œuvre des mesures de sécurité pourtant légalement exigées et avait négocié à la

baisse les contrats d'assurance. Elle se déclarera demain en faillite s'il le faut, pour laisser à l'Etat la charge des indemnisations.

Or, la Tokyo Electric Power Compagny (Tepco) n'est pas un représentant marginal du monde des affaires.

Fondée en 1951, cette multinationale japonaise est devenue le plus grand producteur privé mondial d'électricité. Rien que cela ! Ainsi, la politique de Tepco jette une lumière crue sur l'envers du décor, sur la nature du capitalisme réellement existant.

Pierre Rousset, le 18 avril 2011. Publié sur www.europe-solidaire.org

Notes

[1] L'Humanité du 21 mars 2011. Voir sur ESSF (article 20978) : Fukushima, manutentionnaires, radiations, seuils et désarmement.

[2] « Les "liquidateurs" de la centrale travaillent dans des conditions "affreuses" », Le Monde daté du 19 mars 2011.

[3] Le Monde daté du 24 mars 2011. Paul Jobin, sociologue est spécialiste du Japon, maître de conférences à l'université de Paris-Diderot. Il a étudié la situation des ouvriers du nucléaire dans l'Archipel et en particulier à la centrale 1 de Fukushima.

[4] Criirad : Commission de Recherche et d'Information indépendante sur la Radioactivité. Voir notamment sur ESSF (article 21101) son récent communiqué du : L'autorité de sûreté nucléaire japonaise considère que les accidents survenus à la centrale de Fukushima Daichi doivent être classés au niveau 7, le plus élevé.

[5] Sur les conséquences pour la santé des radiations nucléaires, voir notamment sur ESSF Annie Thébaud-Mony (article 20786), Nucléaire : la catastrophe sanitaire et Paul Benkimoun (article 20795), Fukushima : irradiation, contamination... – tous deux initialement parus dans Le Monde.

[6] op. cit.

[7] « Le quotidien radioactif des « liquidateurs » de Fukushima », Le Monde daté du 2 avril 2011.

[8] Voir sur ESSF (article 21122) : Fukushima : L'insupportable quotidien des liquidateurs de la centrale nucléaire.

[9] Voir notamment sur ESSF (article 20992) pour son édition de langue anglaise du 5 avril Fukushima : Worker safety takes back seat in dealing with nuclear crisis.

[10] AFP, op. cit.

[11] Asahi, op. cit.

[12] AFP, op. cit.

[13] Ministry of Health, Labor and Welfare

[14] Asahi, op. cit .

[15] Philippe Pons, op. cit.

[16] à savoir une retraite à taux plein à 60 ans.

[17] Francine Aizicovici, « L'exposition à la radioactivité est exclue des critères pour la retraite anticipée », Le Monde, 15 avril 2011.

[18] Asahai, op. cit. Partager cet article :

NUCLÉAIRE : NOUS VOULONS AVOIR LE CHOIX !

jeudi 17 mars 2011

Appel solennel au gouvernement français suite à la catastrophe nucléaire au Japon

Rassemblement unitaire le dimanche 20 mars à 15 h à Paris devant l'Assemblée nationale

Le peuple japonais affronte actuellement une tragédie sans précédent. Une catastrophe naturelle, avec des conséquences humaines, sanitaires et économiques. Et une catastrophe nucléaire majeure.

A ce jour, trois fusions partielles de cœurs, deux incendies de combustible usé et cinq explosions d'hydrogène sont survenues dans

la centrale nucléaire de Fukushima Daiichii, qui depuis le séisme et le tsunami du 11 mars dernier, relâche des quantités colossales de radioactivité dans l'air et l'environnement. Une fusion totale des cœurs, voire une explosion avec une grande quantité de rejets radioactifs, n'est pas à exclure. Malgré une communication d'informations parcellaires ou contradictoires, nous pressentons que nous sommes face à une situation d'une gravité sans précédent.

La situation au Japon est d'ores et déjà alarmante et s'aggrave d'heure en heure. Des centaines de travailleurs japonais sacrifient actuellement leur vie pour tenter d'éviter que le pire ne se produise.

Alors même que la catastrophe est en cours, des quantités massives de substances radioactives ont été libérées dans l'atmosphère et l'océan. Des taux de radioactivité plusieurs centaines de fois supérieurs à la normale sont déjà mesurés à plus de 100 km de la centrale de Fukushima. C'est une vaste région du Japon qui subit à l'heure actuelle une contamination radioactive qui pourrait se propager à tout le pays, voire au-delà.

Nous, associations, syndicats et partis politiques, exprimons toute notre solidarité au peuple japonais et en premier lieu aux travailleurs du nucléaire qui tentent d'éviter le pire au péril de leur vie.

Cette situation alarmante nous rappelle que le nucléaire est une énergie qui n'est ni propre, ni sûre, ni à même de répondre au défi majeur du changement climatique, et qu'il soumet les populations et les travailleurs à des risques insensés, d'un bout à l'autre de la filière. Plus encore lorsque les centrales sont vieillissantes : au Japon, le réacteur n°1 de Fukushima Daiichi devait être arrêté définitivement le mois dernier, mais la prolongation de son fonctionnement pendant 10 ans venait d'être décidée... Quel choix tragique !

Ce nouvel accident nucléaire majeur met à nouveau à jour les risques inhérents à toute installation nucléaire et met à mal de façon définitive et indéniable le mythe de la sûreté et de la sécurité du nucléaire.

L'impuissance dramatique de l'homme face à l'emballement des réacteurs au Japon a provoqué la remise en question immédiate du nucléaire dans plusieurs pays (Allemagne, Suisse, Inde, États-Unis...)

En France, la politique énergétique a toujours échappé au débat démocratique, et plus particulièrement le développement de la filière électronucléaire. Les décisions sont prises au plus haut niveau de l'État, sans que les citoyens ne soient jamais consultés, alors que cette question concerne pourtant l'avenir de la population tout entière.

Sera-t-il nécessaire d'attendre un nouvel accident nucléaire pour que les autorités françaises organisent enfin un réel débat sur le modèle énergétique français en toute indépendance de l'industrie nucléaire et de son lobby ?

Pour faire face à la pénurie croissante des ressources fossiles, aux risques inacceptables du nucléaire, et à la nécessité de réduire nos émissions de gaz à effet de serre, les solutions alternatives existent, aujourd'hui. Elles s'appuient sur la réduction de nos consommations, par la sobriété et l'efficacité énergétique, et sur le développement des énergies renouvelables. Cette transition énergétique est inéluctable, ses modalités et sa planification nécessitent la tenue d'un grand débat démocratique et citoyen.

Le Président Sarkozy a annoncé que la France devait tirer les conséquences de l'accident japonais. Nous prenons aujourd'hui sa déclaration au mot.

NUCLÉAIRE : NOUS VOULONS AVOIR LE CHOIX !

Nous, associations, syndicats et partis politiques, adressons solennellement ces demandes communes au gouvernement français :

Nous voulons:

-L'arrêt de tous les projets électronucléaires en cours (EPR de Flamanville, ligne THT Cotentin-Maine, EPR de Penly, ITER, Bure et projets de centres de stockage des déchets nucléaires issus de la filière électronucléaire...) tant que les citoyens n'auront pas été en mesure de se prononcer démocratiquement sur notre politique énergétique et sur le recours à l'énergie nucléaire, y compris si nécessaire par un référendum

-Le renoncement à la prolongation de l'exploitation des réacteurs ayant atteint ou dépassé les 30 ans de fonctionnement

-L'arrêt complet de tous les projets portés à l'étranger par l'industrie nucléaire française

Parce que la situation au Japon exige de ne pas se taire sur le drame que ce pays subit et sur la menace permanente que l'industrie nucléaire fait peser sur les peuples, au Japon comme en France :

Nous appelons tou(te)s les citoyen(ne)s à manifester leur solidarité avec le peuple japonais et à se réapproprier la question du recours au nucléaire et de la politique énergétique, en organisant des rassemblements dans toutes les villes de France ce dimanche 20 mars 2011 à 15h.

Nous appelons également tous les citoyen(ne)s, associations, partis politiques, syndicats, artistes et personnalités à rejoindre un GRAND RASSEMBLEMENT à Paris ce même jour, dimanche 20 mars 2011, à 15 h devant l'Assemblée Nationale (Métro Assemblée nationale -Ligne 12).

Liste des premiers signataires :

Agir pour l'environnement, Alliance Écologiste Indépendante, Association des communistes unitaires, Association pour le Contrat Mondial de l'Eau, Attac, Bâtir Sain, Bizi, CAP 21, Confédération paysanne, Ecologie et Démocratie, Ecologistas en Accion, Espoirs pour les jeunes, Europe Écologie Les Verts, Europe solidaire sans frontières, Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique, Fédération Sud Étudiant, Fédération Sud Rail, France Libertés, Fraternité Citoyenne, Gauche Unitaire, Générations

Futures, L'école émancipée, Les Alternatifs, Les Amis de la Terre, Mouvement des Objecteurs de Croissance, Mouvement Citerrien, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti Communiste des Ouvriers de France, Parti de Gauche, Parti Pour La Décroissance, Réseau Action Climat, Réseau Sortir du nucléaire, Résistance à l'Aggression Publicitaire, Union syndicale Solidaires, Utopia, Votre Santé, Women in Europe for a Common Future.

LE PIRE EST EN MARCHÉ À FUKUSHIMA !

jeudi 17 mars 2011

La gravité de la situation empire d'heure en heure sur le site de la centrale nucléaire de Fukushima, au Japon. Les gestionnaires des installations n'ont apparemment plus de prise sur le cours des événements. Le risque grandit d'une catastrophe aussi grave, voire plus grave que celle de Tchernobyl.

Le complexe de Fukushima Daichi compte six réacteurs nucléaires à eau bouillante, de conception General Electric. Les puissances de ces réacteurs varient de 439 MW (réacteur 1) à 1067 MW (réacteur 6). Le combustible du réacteur 3 est le MOX (mélange d'oxydes d'uranium appauvri et de plutonium), les autres fonctionnent à l'uranium. Les dates de mise en service s'échelonnent entre mars 1971 et octobre 1979. Il s'agit donc de machines anciennes, dépassant largement les vingt ans d'âge à partir desquels ces équipements présentent de plus en plus de phénomènes d'usure entraînant des incidents. Outre les réacteurs, le site comporte des silos de stockage des déchets solides. L'exploitant de la centrale, le groupe Tepco, est connu pour ne pas diffuser une information complète et fiable sur ceux-ci.

Les réacteurs 5 et 6 étaient à l'arrêt avant le séisme. Les risques y semblent limités, mais une hausse légère de température a été signalée le mardi 15 mars. Par contre, divers accidents graves ont affecté les quatre autres réacteurs : quatre explosions d'hydrogène, un incendie, trois fusions partielles de cœur.

Les problèmes ont commencé au réacteur N°1 (cf. not re article précédent). Mardi 16 mars, il semble que le cœur de ce réacteur ait fusionné à 70%, et celui du réacteur N°2 à 33%, selon l'exploitant de la centrale (New York Times, March 15). Les informations sur la fusion du cœur du réacteur N°3 sont contradictoires mais, selon le gouvernement japonais, la cuve de cette installation serait endommagée (Kyodo News, March 15). Selon l'ASN française, « il n'y a pas de doute qu'il y a eu un début de fusion du cœur sur les réacteurs 1 et 3, et c'est sans doute aussi le cas sur le réacteur N°2 » (Le Monde, 16 mars). La cuve de ce réacteur 2 ne serait plus étanche non plus (Le Monde, 15 mars). Selon l'AIEA, une explosion d'hydrogène a été suivie d'un violent incendie dans le réacteur 4. Ici aussi la cuve serait endommagée, mais ce réacteur était à l'arrêt lors du tsunami, le risque de fuite radioactive y serait donc moindre.

Un accident affecte également les piscines de stockage du combustible usé. Dans ces installations, comme dans les cuves de la centrale, les barres de combustible doivent être constamment refroidies par un courant d'eau. Comme il n'y a plus assez d'eau, la température des barres a monté au point de faire bouillir le reste du liquide, et la surpression a ouvert une brèche dans l'enceinte de confinement (BBC News, 15 mars).

La situation échappe à tout contrôle

Les héroïques travailleurs de la centrale sont en train de sacrifier leur vie (comme les « liquidateurs » de Tchernobyl avant eux), mais ils ne contrôlent plus la situation. Ils ont tenté de refroidir les réacteurs en employant de l'eau de mer. Une opération désespérée, sans précédent, et dont on ignore les conséquences possibles (découlant du fait que l'eau de mer contient toute une série de composés susceptibles d'entrer en réaction avec ceux des installations). Echee. La température est telle dans certaines installations (les piscines notamment) que les travailleurs ne peuvent plus s'en approcher. Les tentatives de déverser de l'eau sur les réacteurs, par hélicoptère, ont dû être abandonnées : la radioactivité est trop forte. Selon l'agence de sûreté japonaise, le débit de dose (mesure de la radioactivité) à l'entrée du site est de 10 millisievert par heure (10 mSv/h), dix fois le niveau acceptable en une année.

La catastrophe de Tchernobyl semble en train de se reproduire sous nos yeux. Le résultat pourrait même être pire qu'en Ukraine il y a vingt-cinq ans. En effet, en cas de fonte totale du réacteur N°3, la cuve se romprait plus qu'e pr obablement et le combustible en fusion se répandrait dans l'enceinte de confinement qui ne résisterait pas. Dans cette hypothèse cauchemardesque, ce ne sont plus des isotopes d'Iode, de Césium ou même de l'Uranium qui seraient relâchés dans l'environnement, mais bien du Plutonium 239, qui est le plus dangereux de tous les éléments radioactifs. On entrerait ainsi dans un scénario apocalyptique de mort dans toute les zones irradiées, l'étendue de celles-ci étant fonction de la force et de l'altitude avec laquelle les particules seraient

éjectées dans l'environnement...

Mobilisons-nous en masse pour sortir du nucléaire !

Espérons que cela nous sera épargné, le bilan sera déjà assez horrible sans ça. Mais soyons bien conscients du fait que cela pourrait se produire. Et tirons-en la conclusion : il faut sortir du nucléaire, totalement et au plus vite. Sortir non seulement du nucléaire civil mais aussi du nucléaire militaire (les deux secteurs sont inextricablement liés). Mobilisons-nous en masse pour cela, partout, dans le monde entier. Descendons dans la rue, occupons des lieux symboliques, signons des pétitions. Le nucléaire est une technologie d'apprentis sorciers. Manifestons notre refus catégorique par tous les moyens possibles, individuellement et collectivement. Créons une vague d'indignation et d'horreur telle que les pouvoirs en place seront obligés de suivre notre volonté. Il en va de notre vie, de la vie de nos enfants, de la vie tout court.

Il ne faut accorder aucun crédit aux gouvernements. Au pire, ils prétendent que la cause de la catastrophe de Fukushima – le tsunami le plus violent depuis un millénaire environ - est « exceptionnelle », donc unique, que des séismes de cette magnitude ne menacent pas d'autres régions du monde, etc. C'est la petite chanson que fredonnent les partisans français et britanniques de l'atome, relayés par leurs amis politiques. Comme si d'autres causes exceptionnelles, donc uniques (la chute d'un avion, une attaque terroriste...), ne pouvaient pas provoquer d'autres catastrophes, dans d'autres régions!

Au mieux, les gouvernements lâchent du lest, annoncent une vérification des normes de sécurité, ou un gel des investissements, ou un moratoire sur les décisions de prolongement des centrales existantes, voire même la fermeture des installations les plus vétustes. C'est la ligne adoptée de la façon la plus spectaculaire par Angela Merkel, qui vient de tourner à 180° sur la question. Le risque est grand que, dans la plupart des cas, cette ligne vise avant tout à endormir les populations, sans renoncer radicalement au nucléaire.

Car le capitalisme ne peut tout simplement pas renoncer à court terme à l'énergie atomique. Système congénitalement productiviste, il ne peut se passer de croissance de la production matérielle, donc de ponctions accrues sur les ressources naturelles. Les progrès relatifs de l'efficacité dans l'utilisation de ces ressources sont réels, mais plus que compensés par l'augmentation absolue de la production. Vu l'autre menace qui pèse – celle des changements climatiques, vu les tensions physiques et politiques (les révolutions dans le monde arabo-musulman !) qui pèsent sur l'approvisionnement en combustibles fossiles, la question de l'énergie est vraiment la quadrature du cercle pour ce système boulimique.

Osons l'impossible, osons une autre société !

En définitive, la seule solution réaliste est d'oser l'impossible : avancer la perspective d'une société qui ne produit pas pour le profit mais pour la satisfaction des besoins humains réels (non aliénés par la marchandise), démocratiquement déterminés, dans le respect prudent des limites naturelles et du fonctionnement des écosystèmes. Une société où, les besoins fondamentaux étant satisfaits, le bonheur humain se mesurera à l'aune de ce qui en fait la substance : le temps libre. Le temps pour aimer, jouer, jouir, rêver, collaborer, créer, apprendre.

Le chemin vers cette alternative indispensable ne passe pas avant tout par le repli sur soi individuel dans des comportements écologiquement responsables (indispensables par ailleurs), mais par la lutte collective et politique pour des revendications ambitieuses, certes, mais parfaitement réalisables, telles que : la réduction radicale et collective du temps de travail, sans perte de salaire, avec embauche compensatoire et réduction drastique des cadences. Il faut travailler moins, travailler tous et produire moins ; la suppression de cette masse incroyable de productions inutiles ou nuisibles, visant soit à gonfler artificiellement les marchés (obsolescence des produits), soit à compenser la misère humaine de nos existences, soit à réprimer celles et ceux d'entre nous qui se révoltent contre celle-ci (fabrication d'armes). Avec reconversion des travailleuses et travailleurs occupés dans ces secteurs ; la nationalisation sans indemnité des secteurs de l'énergie et de la finance. L'énergie est un bien commun de l'humanité. Sa réappropriation collective en rupture avec les impératifs du profit est la condition indispensable d'une transition énergétique juste, rationnelle et rapide vers les sources renouvelables. Cette transition demandera par ailleurs des moyens considérables, qui justifient amplement la confiscation des avoirs des banquiers, assureurs, et autres parasites capitalistes ; l'extension radicale du secteur public (transports publics gratuits et de qualité, entreprise publique d'isolation des logements, etc.) et le recul tout aussi radical de la marchandise ainsi que de l'argent : gratuité des biens de base tels que l'eau, l'énergie, le pain, jusqu'à un niveau correspondant à une consommation raisonnable.

Le capitalisme est un système de mort. Puisse Fukushima fouetter notre désir d'une société écosocialiste, la société des producteurs et des productrices librement associé(e)s dans la gestion prudente et respectueuse de notre belle planète, la Terre. Il

n'y en a qu'une.

Daniel Tanuro, le 17 mars 2011.

JAPON : LE CAUCHEMAR NUCLÉAIRE

mercredi 16 mars 2011

Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 94 (17/03/11)

Le séisme qui a frappé le Japon s'est transformé en catastrophe nucléaire aux retombées mondiales. Il est plus que temps de sortir du nucléaire afin d'éviter que ce drame se reproduise.

La population japonaise affronte actuellement une catastrophe sans précédent : un séisme de très grande amplitude qui a provoqué un tsunami dévastateur, avec des conséquences humaines, sanitaires et économiques énormes, auquel s'ajoute une catastrophe nucléaire majeure. Une première explosion d'hydrogène a détruit un premier réacteur de la centrale Fukushima Daiichi samedi 12 mars. Lundi, une deuxième explosion a détruit le bâtiment d'un autre réacteur contenant du combustible MOX qui peut provoquer des rejets encore plus dangereux. Le troisième réacteur a explosé dans la nuit de lundi à mardi, son cœur risquant lui aussi de fusionner. Trois autres réacteurs ne sont plus refroidis et pourraient connaître le même sort, comme ceux d'une autre centrale située à 11 km de la première. Les conséquences exactes de ces accidents en chaîne ne sont pas encore connues, l'exploitant Tokyo Electric Power n'étant pas réputé pour sa transparence. L'accident a d'abord été classé au niveau 4 sur l'échelle Ines, il a été réévalué au niveau 6 (la catastrophe de Tchernobyl avait été classée au niveau 7). Les premières mesures indépendantes indiquent que la radio-activité reçue en une heure sur le site de la centrale correspond à la limite de radioactivité à ne pas dépasser annuellement. Et la présence d'un nuage radioactif a été confirmée par des mesures faites à 100 km de la centrale accidentée. C'est donc une vaste région qui subit à l'heure actuelle une contamination. Il est à craindre que cette contamination se propage à tout le pays, voire au-delà. La situation est d'ores et déjà alarmante et s'aggrave d'heure en heure. Elle nous rappelle que la production d'énergie nucléaire n'est ni propre ni sûre et qu'elle soumet les populations et les travailleurs tout au long de la filière à des risques insensés. Des centaines de travailleurs japonais sacrifient actuellement leur vie pour tenter d'éviter que le pire se produise. Le Japon est, après les États-unis et la France, le troisième pays le plus nucléarisé au monde : 36 % de sa production électrique est actuellement issue du nucléaire, avec un objectif de 50 % pour 2030. L'attitude du gouvernement japonais, celle du gouvernement français, VRP de l'entreprise Areva et du nucléaire, sont insupportables. De même que les déclarations du PS dont le porte-parole Hamon a déclaré que les socialistes n'étaient « pas favorables aujourd'hui à un abandon du nucléaire ». Quant au PCF, il propose de « créer les conditions pour dépasser la fission nucléaire par un investissement public massif dans la recherche » dans un contexte d'épuisement de l'uranium d'ici 50 ans ! Les promesses de transparence de Nathalie Kosciusko-Morizet font sourire quand on sait que EDF a produit en 2003 des rapports sous-estimant la fréquence et l'intensité des tremblements de terre pour s'éviter des frais de mise au normes des installations de 34 des 58 réacteurs français. Bien que les tremblements de terre soient moins fréquents et moins forts en France, un accident pourrait se produire même avec un séisme d'une intensité plus faible. Les dix-huit installations nucléaires du CEA à Cadarache sont installés sur la faille de la moyenne Durance, où s'est produit le plus gros tremblement de terre connu en France, il y a 102 ans. Et ce site a été choisi pour l'implantation du projet Iter ! À l'approche du 25e anniversaire de l'accident de Tchernobyl qui a causé la mort directe ou indirecte d'au moins 600 000 personnes, cette tragédie nous apprend que le Japon, troisième puissance mondiale, pays industrialisé à la pointe des innovations technologiques, ne sait pas plus que la France maîtriser les conséquences liées à la production nucléaire. En France, la politique énergétique a toujours échappé au débat démocratique. Les citoyens n'ont jamais eu l'occasion de se prononcer démocratiquement sur le recours au nucléaire. Puisque Sarkozy a annoncé que la France devait tirer les conséquences de cet accident, manifestons partout dans le pays pour réclamer la fermeture immédiate de tous les réacteurs ayant atteint ou dépassé les 30 ans de fonctionnement, l'arrêt complet de tous les projets portés à l'étranger par l'industrie nucléaire française, l'arrêt de tous les projets en cours (EPR, Iter, Bure et centres de stockage des déchets nucléaires) dans le cadre d'un plan global de sortie du nucléaire. Le NPA revendique la création d'un grand service public de l'énergie sans nucléaire géré par les usagers et les travailleurs, qui favoriserait les économies d'énergie et les énergies renouvelables qui, à investissement égal, produit deux fois plus d'électricité que l'EPR et créent quinze fois plus d'emplois.

Catherine Faivre d'Arcier

Un appel à soutien au peuple japonais est lancé par ESSF : www.europe-solidaire.org/spip.php?article20666

LA PREUVE PAR FUKUSHIMA: PAS DE NUCLÉAIRE SANS CATASTROPHE

mardi 15 mars 2011

Il s'est produit ce qui devait se produire : un nouvel « accident » nucléaire majeur. A l'heure où ces lignes sont écrites, il n'est pas encore certain qu'il prendra les dimensions d'une catastrophe semblable à celle de Tchernobyl, mais c'est bien dans cette direction que les choses, hélas, paraissent évoluer. De toute manière, catastrophe de grande ampleur ou pas, la preuve est une nouvelle fois fournie que cette technologie ne pourra jamais être sûre à 100%. Les risques sont à ce point effrayants que la conclusion coule de source : il faut impérativement sortir du nucléaire, et en sortir le plus rapidement possible. C'est la première leçon à tirer de Fukushima, mais son application soulève des questions sociales et politiques absolument fondamentales, nécessitant un véritable débat de société, une alternative à la civilisation capitaliste de la croissance infinie.

Une technologie dangereuse

Windscale en 1957, Three Mile Island en 1979, Tchernobyl en 1986, Tokai Mura en 2000, et maintenant Fukushima. La liste des accidents dans des centrales nucléaires continue de s'allonger. Il ne peut tout simplement pas en être autrement. Il n'est pas nécessaire d'être docteur en physique pour le comprendre.

Une centrale nucléaire fonctionne un peu sur le mode d'une bouilloire électrique. La résistance dans la bouilloire correspond aux barres de combustibles dans la centrale. S'il n'y a pas d'eau dans la bouilloire et que la résistance chauffe, il y a un problème. Même chose dans la centrale : les barres de combustible doivent baigner en permanence dans l'eau qu'elles font bouillir. La vapeur produite fait tourner des turbines qui produisent l'électricité.

La centrale consomme donc de grandes quantités d'eau dont la circulation est assurée par des pompes. Si les pompes tombent en panne, l'eau vient à manquer et les barres surchauffées se dégradent. Si on n'ajoute pas rapidement de l'eau, la chaleur produite par la réaction au sein des barres est telle que les barres fondent et tombent sur le fond de la cuve (qui correspond à l'enveloppe de la bouilloire). Cette cuve à son tour est enfermée dans une double enceinte de sécurité : le réacteur dont tout le monde connaît la silhouette extérieure, qui est caractéristique. Si cette enceinte ne résiste pas à la chaleur intense des barres en fusion et qu'elle se fissure, la radioactivité est lâchée dans l'environnement, avec toutes les conséquences mortelles qui en découlent.

Une technologie fragile

La réaction qui se produit dans une centrale est une réaction en chaîne : on bombarde des noyaux d'uranium avec des neutrons ; en absorbant un neutron, un noyau d'uranium se scinde en deux et libère une grande quantité d'énergie (c'est la fission nucléaire) ; en même temps, il libère d'autres neutrons et chacune de ce ceux-ci peut entraîner la fission d'un autre noyau d'uranium. Une fois que la réaction est lancée, elle continue donc toute seule. Le seul moyen de la contrôler, et de contrôler la température, consiste à insérer, entre les barres de combustible, des barres constituées d'alliages capables d'absorber les neutrons sans entraîner une fission de la matière. On peut ainsi refroidir le cœur du réacteur. Mais ce refroidissement prend un certain temps. Pendant ce temps, les barres de combustible doivent baigner dans l'eau, sans quoi elles risquent de surchauffer.

Les partisans du nucléaire répètent sans relâche que le dispositif est extrêmement sûr, notamment parce que, en cas de défaillance du réseau électrique, les pompes peuvent être alimentées en énergie grâce à des groupes électrogènes de secours. L'accident de Fukushima montre que ces propos rassurants ne valent pas grand-chose : du fait du tremblement de terre, les centrales ont déclenché automatiquement, comme prévu dans ce genre de circonstances. Il n'y avait donc plus de courant pour actionner les pompes. Les groupes électrogènes auraient dû se mettre en route, malheureusement ils étaient hors d'usage, noyés par le tsunami. L'eau de refroidissement étant insuffisante, les barres de combustible ont été dégagées sur une hauteur d'un mètre quatre-vingt à plus de trois mètres (sur une longueur totale de 3, 71 mètres). La surchauffe a provoqué une surpression et une réaction chimique (électrolyse de l'eau de refroidissement) dégageant de l'hydrogène. Les techniciens ont alors relâché de la vapeur, pour éviter une explosion de la cuve. Mais l'hydrogène a semble-t-il explosé dans le réacteur, provoquant l'effondrement du dôme du bâtiment, et la vapeur s'est répandue dans l'environnement.

Le scénario s'est apparemment reproduit dans un second réacteur.

Comme à Tchernobyl

La distribution d'eau douce étant interrompue suite au tsunami, les techniciens ont utilisé l'eau de la mer toute proche. Plusieurs spécialistes américains ont estimé qu'il s'agissait typiquement d'un « acte de désespoir ». Selon eux, cela évoque les vaines tentatives d'éviter la fonte du cœur du réacteur à Tchernobyl, lorsque les employés de la centrale et des volontaires héroïques se sont mis à déverser du sable et du béton sur le réacteur, ce qu'ils ont payé de leur vie. La radioactivité mesurée à 80 km de

Fukushima est d'ores et déjà plus de 400 fois supérieure aux normes autorisées.

Six journalistes japonais courageux se sont rendus avec des compteurs Geiger à la mairie de Futaba, située à 2km de la centrale : la radioactivité y était supérieure à la capacité de mesure de certains de leurs appareils ! A l'heure actuelle, on estime qu'un citoyen japonais reçoit en une heure la dose de radioactivité considérée comme acceptable en une année. Comme le dit un communiqué du réseau français « Sortir du nucléaire », « *de telles informations accréditent un niveau de radioactivité dramatiquement élevé dans un périmètre étendu autour de la centrale, dont les conséquences sanitaires ne pourront être que très graves.* »

Ne croyons pas être à l'abri des retombées : le précédent de Tchernobyl a montré qu'un nuage radioactif peut contaminer des régions très vastes. Tout dépend de la violence avec laquelle les particules sont envoyées dans l'atmosphère. En cas de très forte explosion, les éléments radioactifs peuvent être propulsés à l'altitude des jetstreams, ces vents violents qui règnent à haute altitude. Dans ce cas, les retombées pourraient affecter des régions très éloignées de Fukushima.

Deux questions angoissantes

Cette radioactivité provient essentiellement de deux éléments : l'Iode 131 et le Césium 137. Tous deux sont extrêmement cancérigènes, mais le premier a une durée de vie dans l'atmosphère de quatre-vingt jours environ, tandis que le second reste radioactif pendant quelque 300 ans. Dimanche 13 mars, plus de 200.000 personnes étaient évacuées. Les autorités décrétaient une zone d'exclusion de 20 kilomètres autour du premier réacteur de Fukushima, et de 10km autour du second. La présence de Césium 137 est particulièrement inquiétante. Elle permet aux spécialistes d'affirmer catégoriquement que les barres de combustible du réacteur 1 ont fondu, au moins partiellement, et que la cuve qui les contient est fissurée. L'information précise fait défaut : la compagnie Tokyo Electric Power (Tepco) et les autorités japonaises cachent plus que probablement une partie de la vérité.

Les deux questions les plus angoissantes qui se posent sont de savoir si la fusion des barres est maîtrisée ou si elle continue, d'une part, et si la structure de confinement où se trouve la cuve tiendra le coup, d'autre part. Selon Ken Bergeron, un physicien nucléaire qui travaille sur les simulations d'accident dans les centrales, cette structure « est certainement plus solide qu'à Tchernobyl, mais bien moins qu'à Three Mile Islands ». Les spécialistes ne cachent pas leur inquiétude : « *S'ils ne reprennent pas le contrôle de tout ça, on va passer d'une fusion partielle à une fusion complète, ce sera le désastre total* » a déclaré l'un d'eux (*Le Monde*, 13.3.2011).

Mais le pire serait la fusion du cœur du second réacteur, celui qui a explosé le 13 mars. En effet, le combustible utilisé est le MOX, un mélange d'oxydes d'uranium appauvri et de plutonium 239. Ce plutonium 239 est en fait un déchet recyclé du fonctionnement des centrales classiques à l'uranium. Sa radioactivité est extrêmement élevée et sa « demi-vie » (le nombre d'années nécessaires à la diminution de moitié de la radioactivité) est estimée à 24.000 ans. Les Japonais connaissent bien cet élément et ses redoutables conséquences : la bombe thermonucléaire larguée sur Nagasaki, à la fin de la seconde guerre mondiale, était à base de Plutonium 239...

Un risque inacceptable

Après la catastrophe de Tchernobyl, les thuriféraires du nucléaire ont expliqué que la mauvaise technologie soviétique, des normes de sécurité insuffisantes et la nature bureaucratique du système étaient à la base de l'accident. A les croire, rien de semblable ne pouvait se produire avec les centrales basées sur la bonne technologie capitaliste, surtout pas dans nos pays « démocratiques » où le législateur prend toutes les mesures de sécurité nécessaires, à tous les niveaux. On voit aujourd'hui que ce discours ne vaut pas tripette.

Le Japon est un pays de très haute technologie. Bien conscientes du risque sismique, les autorités nippones ont imposé des normes sévères pour la construction des centrales. Le réacteur 1 de Fukushima comportait même un double dispositif de sécurité, avec certains groupes électrogènes alimentés au fuel, d'une part, et d'autres fonctionnant sur batteries. Rien n'y fit, parce que la technologie la plus sophistiquée et les normes de sécurité les plus strictes ne donneront jamais une garantie absolue, ni face aux catastrophes naturelles, ni face aux possibles actes criminels de terroristes insensés (sans compter les erreurs humaines toujours possibles).

On peut réduire le risque des centrales nucléaires, on ne peut pas le supprimer totalement. Si on le réduit relativement mais que le

nombre de centrales augmente, comme c'est le cas actuellement, le risque absolu peut augmenter. Il est très important de poser que ce risque est inacceptable parce qu'il est d'origine humaine, qu'il est évitable, et qu'il est le résultat de décisions d'investissement prises par des cercles restreints, en fonction de leurs profits, sans véritable consultation démocratique des populations. Ecrire que « *les accidents (sic) nucléaires au Japon sont loin d'avoir fait autant de victimes que le tsunami* », comme le fait par exemple l'édito du *Soir* (14 mars), revient à escamoter la différence qualitative entre une catastrophe naturelle inévitable et une catastrophe technologique parfaitement évitable. Ajouter que « *à l'instar de tout processus industriel complexe, la production d'énergie à partir de l'atome comporte une part importante de risque* » (*idem*) revient à escamoter en plus la spécificité du risque nucléaire, qui consiste notamment en ceci que cette technologie a le potentiel de rayer l'espèce humaine de la Terre.

Il faut traquer sans relâche les propos de ce genre, qui traduisent les pressions colossales exercées à tous les niveaux par le lobby de l'atome.

Le risque chez nous aussi

Si les spécialistes ne cachent pas leur très vive inquiétude, les politiques étalent leur imbécillité. Interrogé le 12 mars après-midi, le ministre français de l'industrie, M. Besson, affirmait que ce qui se passe à Fukushima constitue « *un accident grave, pas une catastrophe* ». Pour justifier sa politique pro-nucléaire, le secrétaire britannique à l'énergie, Chris Huhne, ne trouvait rien de mieux que de souligner la faiblesse du risque sismique au Royaume Uni, ajoutant que l'on tirerait les leçons de ce qui se passe au pays du Soleil levant de sorte que, au final, la sécurité serait encore meilleure...

Ces mêmes arguments pitoyables sont utilisés avec des variantes par tous les gouvernements qui ont décidé soit de maintenir le cap sur l'atome (la France en premier lieu), soit de s'y convertir (l'Italie), soit de remettre en cause les décisions de sortie du nucléaire prises après Tchernobyl sous la pression de l'opinion publique (Allemagne, Belgique). Objectifs : empêcher la panique, empêcher qu'une nouvelle mobilisation des consciences vienne torpiller les ambitieux plans de développement du nucléaire, à l'échelle mondiale.

C'est peu dire que ces arguments ne sont pas convaincants. En Europe occidentale, en particulier, la peur est plus que légitime. En France, pays leader dans le secteur de l'énergie nucléaire, les réacteurs ne respectent pas les normes sismiques de référence. Selon le Réseau « Sortir du nucléaire », EDF est allé jusqu'à falsifier les données sismologiques pour éviter d'avoir à le reconnaître et d'investir au moins 1,9 milliard d'euros afin de mettre les réacteurs aux normes.

Tout récemment, la justice a rejeté la demande de fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim (Alsace), la plus vieille centrale française, pourtant située dans une zone à risque sismique élevé. En Belgique, les centrales de Doel et de Tihange sont conçues pour résister à des tremblements de terre d'une magnitude de 5,7 à 5,9 sur l'échelle de Richter. Or, depuis le 14^e siècle, nos régions ont connu trois séismes d'une magnitude supérieure à 6. Précisons qu'il n'y a plus assez d'ingénieurs disposant d'une formation pointue en gestion des centrales, et que le plan d'urgence nucléaire ne prévoit qu'une zone d'évacuation de 10 km autour des installations, ce qui est totalement insuffisant.

La prolongation de la vie des installations est une autre source d'inquiétude. On mise sur 50 ans, alors que, au-delà de 20 ans, les incidents se multiplient. C'est ainsi que, du fait de leur vieillissement, dix-neuf des réacteurs français présentent des anomalies non résolues sur les systèmes de refroidissement de secours... ceux qui ont fait défaut au Japon. Etc, etc.

Un choix de société

Il faut sortir du nucléaire, complètement et le plus rapidement possible. C'est parfaitement possible techniquement, et il convient de rappeler au passage que l'efficacité du nucléaire est très médiocre (deux tiers de l'énergie est dissipée sous forme de chaleur).

Le débat est avant tout un débat politique, un débat de société qui pose en définitive un choix de civilisation. Car voici le problème : il faut sortir du nucléaire et, simultanément, abandonner les combustibles fossiles, cause principale du basculement climatique. En deux générations à peine, les renouvelables doivent devenir notre seule source d'énergie. Or, le passage aux renouvelables nécessite de gigantesques investissements, gourmands en énergie, donc sources de gaz à effet de serre supplémentaires. En pratique, la transition énergétique n'est possible que si la demande finale d'énergie diminue radicalement, au moins dans les pays capitalistes développés.

En Europe, cette diminution devrait être de l'ordre de 50% d'ici 2050. Une diminution d'une telle ampleur n'est pas réalisable sans une réduction significative de la production matérielle ainsi que des transports. Il faut produire et transporter moins, sans quoi

l'équation sera insoluble. C'est dire qu'elle est insoluble pour le système capitaliste, car la course au profit sous le fouet de la concurrence implique inévitablement la croissance, autrement dit l'accumulation du capital qui se traduit inévitablement par une masse croissante de marchandises, donc par une pression accrue sur les ressources. C'est pourquoi toutes les réponses capitalistes au défi climatique font appel à des technologies d'apprentis sorciers, dont le nucléaire est le fleuron.

Le scénario énergétique « blue map » de l'Agence Internationale de l'Energie est révélateur à cet égard : il propose de multiplier le parc nucléaire par trois d'ici 2050, ce qui impliquerait de construire chaque semaine une centrale de un Gigawatt. C'est de la folie pure et simple.

Une alternative à ce système infernal est plus urgente que jamais. Elle passe par la réduction radicale du temps de travail sans perte de salaire, avec embauche proportionnelle et baisse des cadences de travail : pour produire moins, il faut travailler moins, et le faire en redistribuant les richesses. Elle passe aussi par la propriété collective des secteurs de l'énergie et de la finance, car les renouvelables sont plus chers que les autres sources, et le resteront pendant une vingtaine d'années, au moins. Elle passe enfin par une planification à tous les niveaux, du local au global, afin de concilier le droit du Sud au développement et la sauvegarde des équilibres écologiques.

En fin de compte, elle implique le projet écosocialiste d'une société produisant pour la satisfaction des besoins humains réels, démocratiquement déterminés, dans le respect des rythmes et des fonctionnements des écosystèmes. Faute d'une telle alternative, la croissance capitaliste provoquera toujours plus de catastrophes, sans satisfaire pour autant les besoins sociaux.

Telle est, en dernière instance, la terrible leçon de Fukushima.

Daniel Tanuro

FUSION EN COURS ET RISQUE D'EXPLOSION SUR UN DEUXIÈME RÉACTEUR DE LA CENTRALE DE FUKUSHIMA - DES CONSÉQUENCES GRAVISSIMES !

dimanche 13 mars 2011

Selon nos dernières informations, après le cœur réacteur n°1, ce serait au tour du cœur du réacteur n° 3 de la centrale nucléaire de Fukushima d'entrer en fusion et de risquer l'explosion.

Suite à la défaillance des systèmes de refroidissement, les barres de combustibles, qui mesurent 3,71 mètres (1), seraient découvertes sur une hauteur de 3 mètres (2) !

D'ores et déjà, la radioactivité atteint un niveau 400 fois supérieur à la normale à la préfecture de Miyagi, distante de 80 km (3) !

Les conditions étaient réunies pour une fusion du cœur... d'autant plus que ce réacteur fonctionne au MOX, un combustible extrêmement dangereux à base de plutonium, qui entre plus facilement en fusion que les combustibles classiques. La toxicité de ce radioélément est redoutable : il suffit d'en inhaler une particule pour développer un cancer du poumon (4).

C'est une catastrophe majeure qui se profile, alors même que l'agence météorologique japonaise annonce que des répliques séismiques sévères sont à craindre dans les prochains jours ! Le Réseau « Sortir du nucléaire » rappelle que 20 des 58 réacteurs nucléaires français fonctionnent également avec du MOX (4), sur les sites de Gravelines, Dampierre, Blayais, Tricastin, Chinon et Saint Laurent.

Il est urgent de sortir de la folie nucléaire !

Réseau "Sortir du nucléaire". Communiqué de presse du 13 mars 2011

Notes

(1) Caractéristiques du réacteur : <http://www.insc.anl.gov/cgi-bin/rpe...>

(2) <http://english.kyodonews.jp/news/ja...>

(3) <http://english.kyodonews.jp/news/>

(4) http://www.ccnr.org/plute_tox.html

(5) <http://www.asn.fr/index.php/S-infor...> Si vous recevez ce mail, c'est que vous avez manifesté un jour ou l'autre de l'intérêt pour les activités du Réseau « Sortir du nucléaire ». Nous avons pris l'initiative de vous inscrire sur cette liste de diffusion.

SOUS-TRAITANCE DISCRIMINÉE

jeudi 12 novembre 2009

Les syndicats du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), alarmés par le recours intensif à la sous-traitance dans le centre de Cadarache (Bouches-du-Rhône), ont réalisé une expertise début 2009. Celle-ci a mis en évidence, outre des problèmes de sûreté nucléaire, de sécurité au travail et de risques psychosociaux dues aux conditions de travail, que la sous-traitance coûtait plus cher que le personnel à statut. La direction du CEA sous-traite donc uniquement par idéologie. Depuis cette expertise, la direction s'en prend au service de bus, qui existe depuis la création du centre, il y a 50 ans. Elle veut décaler les horaires de travail de certaines entreprises sous-traitantes pour ne plus permettre à leurs salariés de prendre les bus. Pire, ils sont interdits sur certaines lignes de bus, jugées surchargées. Le but, à terme, est d'en réduire le nombre : moins de bus, c'est plus de voitures, de frais pour les salariés, de pollution et de risques d'accidents de trajet, première cause d'accident de travail.

NUCLÉAIRE : SCANDALE À CADARACHE

vendredi 23 octobre 2009

Un nouvel incident mettant en cause la centrale gérée par le CEA, plaide pour l'abandon du nucléaire.

La découverte 39 kg de plutonium dans la centrale de Cadarache (Bouches-du-Rhône) est un véritable scandale. D'autant plus que le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) a mis trois mois pour signaler cette incroyable « sous-estimation » de résidus de plutonium dans son Atelier de technologie du plutonium (ATPu).

Comment une quantité aussi énorme que l'équivalent de six bombes nucléaires a-t-elle pu être entreposée dans la plus totale illégalité ?

Cet « incident » est malheureusement loin d'être isolé : en août dernier, à Gravelines (Nord), une barre de combustible nucléaire est restée « accrochée » en suspension au dessus de 156 autres. Au Tricastin (Drôme), le 7 juillet 2008, lors d'une opération de nettoyage d'une cuve par la société Socatri – filiale de retraitement des déchets d'Areva – une fuite s'est produite et 76 kg d'uranium se sont échappés, provoquant la pollution de deux cours d'eau. Le 23 juillet, des salariés de la centrale ont été légèrement contaminés par des particules radioactives.

Cette accélération du rythme des accidents, les énormes problèmes que rencontrent les chantiers de l'EPR en Finlande et à Flamanville (Manche), tout cela est lié à la désorganisation de ce secteur récemment privatisé, en quête de toujours plus de profits et ayant de plus en plus recours à la sous-traitance.

Mais la prolifération du plutonium est, hélas, bien plus qu'un problème « conjoncturel » : il est au cœur de l'industrie nucléaire même. Pourtant le plutonium est le déchet le plus dangereux produit par les centrales nucléaires. Son accumulation représente un risque énorme pour la santé des salariés et la population aux alentours. Respirer une poussière d'un centième de milligramme de plutonium provoque de manière presque certaine un cancer du poumon. Il est en outre très réactif et au-dessus de quelques kilos de combustibles stockés au même endroit, les risques de réactions incontrôlées deviennent très importants. Bien qu'une petite partie du combustible soit réinjectée dans certains générateurs (mélangé à de l'uranium appauvri pour produire du Mox), les stocks de plutonium continuent de croître et sa dangerosité et son potentiel explosif sont tels qu'aucune forme de stockage n'est envisageable.

Ces accidents à répétition, ainsi que les scandaleuses révélations concernant l'état lamentable des anciens sites d'extraction d'uranium ou les déchets nucléaires français qui finissent entreposés dans des containers à l'air libre... en Sibérie (!) placent le lobby nucléaire dans une position très délicate. Cela jette un profond discrédit sur cette industrie, ainsi que sur les institutions publiques censées l'encadrer.

La sortie du nucléaire est plus que jamais à mettre à l'ordre du jour avant que le pire n'arrive.

Laurent Grouet

MANIFESTATION POUR LA FERMETURE DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE FESSENHEIM...

jeudi 8 octobre 2009

Ou un rassemblement contraint par une présence policière surdimensionnée...

Bien que les autorités locales, départementales et nationales aient tenté par tous les moyens et jusqu'au dernier jour d'empêcher l'organisation de ce rassemblement...et malgré l'orchestration par ces mêmes autorités d'une campagne médiatique de dénigrement à l'encontre des militants anti-nucléaires, le rassemblement de Colmar a bel et bien eu lieu. 10 000 personnes ont participé à cet événement selon le Réseau Sortir du Nucléaire dont le NPA fait partie.

Cette journée a cependant laissé un goût amer et beaucoup de frustrations à nombre de militants venus des quatre coins de la France, de Suisse, de Belgique et d'Allemagne : en décidant d'interdire la manifestation initialement prévue, le gouvernement démontre une nouvelle fois, après Vichy et Strasbourg, que nous sommes entrés dans une ère policière qui piétine notre liberté d'expression et pose de nouvelles questions d'organisation au mouvement social déterminé à se faire entendre et à contester.

Sur place, un dispositif impressionnant était destiné à convoier les manifestants sous escorte policière dans un secteur complètement bouclé et isolé de la population locale : entassés comme des pestiférés sur la place de la Gare, sous la surveillance d'un hélicoptère de la gendarmerie, nous avons pu vérifier une nouvelle fois la réalité de notre slogan: "Société nucléaire, société policière". Et même tourner la situation en dérision en chantant « t'as voulu voir Colmar, t'as vu que la gare, tu voulais fermer Fessenheim, ils ont fermé la Poste » !!

Les militantEs du NPA étaient nombreux, motivés et prêts à défiler bien que les conditions sécuritaires et la volonté des organisateurs de ne céder à aucune provocation policière n'aient pas permis une vraie manifestation. La présence d'Olivier Besancenot, seule figure politique nationale, a été remarquée et appréciée, notamment lors de sa prise de parole pour expliquer que nous vivons « un état de siège » et que la contestation du nucléaire était bâillonnée en France.

Nous avons bien toutes les raisons de réclamer la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim, la plus vieille et une des plus dangereuses de France, puisqu'elle enregistre année après année une augmentation constante du nombre d'accidents de radioprotection.

Mais l'arrêt de la centrale de Fessenheim devant annoncer la fermeture des autres centrales vieillissantes, EDF, l'Etat et le lobby nucléaire appuient sa prolongation : ils nient sa dangerosité et sa non rentabilité de peur de voir arriver l'arrêt en chaîne des autres centrales en fin de vie... Et les coûts faramineux que leur démantèlement va entraîner!

Il est intolérable que EDF et l'Etat aient décidé sans le moindre débat public d'investir 400 millions d'euros dans chaque réacteur nucléaire français pour lui permettre de continuer à fonctionner... tant bien que mal. Cette somme, multipliée par 58 réacteurs, amène à un total de plus de 20 milliards d'euros, qui pourraient pourtant permettre une réorientation de notre production énergétique. Les enjeux sont primordiaux. Des solutions alternatives et propres existent et développer les énergies renouvelables permettraient de maîtriser les dangers écologiques et catastrophiques qui pèsent sur nos têtes. Nous ne voulons plus être prisonniers de cette technologie, de ceux qui la gère et font du profit ! Il s'agit de notre santé, de celles des travailleurs du nucléaire et de celle de la population mondiale en général.

Parallèlement à ces fermetures, il faut développer un programme ambitieux d'économie d'énergie, vraiment créateur d'emplois durables, et qui fera baisser les factures d'électricité des usagers. Nous défendons la réquisition des grandes entreprises de l'énergie (EDF, GDF, Suez, Total...) et réclamons un service public de l'énergie sans nucléaire. Un service public indépendant de la rentabilité financière qui prenne en compte les intérêts des usagers, des travailleurs de l'énergie (dont les droits, la santé et les salaires doivent être améliorés), et qui offre à notre planète un avenir sans déchets radioactifs, ni effet de serre. Car la lutte contre le réchauffement climatique et la lutte contre le nucléaire vont de paire, dans une logique anticapitaliste de refus des profits et des gaspillages du système.

Catherine Faivre d'Arcier et Laurence Lyonnais.

NUCLÉAIRE : FERMONS LA CENTRALE DE FESSENHEIM !

jeudi 8 octobre 2009

Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 25 (08/10/09)

Malgré les efforts de la préfecture et du maire de Colmar, le rassemblement à l'initiative du réseau Sortir du Nucléaire a été une belle réussite.

Le 3 octobre, près de 10 000 personnes ont bravé les cordons de CRS, les murs de plexiglas, les contrôles, les fouilles, dans une ville peu habituée à un tel déploiement de forces policières. On peut regretter cependant que ce gros rassemblement ne se soit pas transformé en manifestation afin de protester symboliquement contre le droit de manifester.

Après ce succès, le débat est relancé : est-il raisonnable pour les populations et les salariés des centrales de maintenir en vie coûte que coûte des centrales vieillissantes, dans lesquelles les risques d'accidents peuvent se multiplier dans les années à venir ? Est-il rationnel d'engloutir 20 milliards d'euros pour la prolongation des 58 réacteurs actuellement en activité en France ? À l'heure où la crise écologique et l'urgence climatique commandent de révolutionner nos modes de production et de consommation énergétiques pour s'orienter vers la sobriété et diminuer drastiquement nos consommations, la relance du nucléaire est une aberration écologique. Fermons Fessenheim pour ouvrir la voie à la sortie du nucléaire.

POUR LA FERMETURE DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE FESSENHEIM !

lundi 28 septembre 2009

Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 24 (01/10/09)

Le NPA, en tant qu'adhérent du réseau « Sortir du Nucléaire » qui regroupe 841 organisations, appelle à une mobilisation importante le samedi 3 octobre à Colmar.

La France, pays le plus nucléarisé du monde, continue la politique de l'impasse, ratant ainsi sa conversion aux énergies nouvelles, qui permettrait de répondre aux enjeux énergétiques et climatiques, tout en créant des milliers d'emplois. Le nucléaire et ses déchets n'ont rien d'une énergie propre : leur dangerosité menace l'avenir de l'humanité.

La centrale nucléaire de Fessenheim est la plus vieille de France. Elle va être mise à l'arrêt pour sa troisième visite décennale. Elle ne doit pas être prolongée ! Avec l'accumulation de nombreux incidents, qui sont quatre fois plus nombreux que la moyenne des centrales, elle fait courir à ses salariés et à la population des risques très importants.

La privatisation d'EDF et la recherche de la rentabilité pour cette entreprise conduisent par ailleurs à une dégradation des conditions de travail des salariés du nucléaire et à leur mise en danger croissante

Pour combattre le changement climatique et sortir du nucléaire sans faire payer ni les usagers ni les salariés du secteur de l'énergie la seule solution est de réquisitionner les entreprises comme TOTAL, Areva, EDF, GDF-Suez...

La réquisition de ces entreprises et de leurs bénéficiaires (plus de 20 milliards d'euros en 2009) :

- peut permettre une politique publique d'économies d'énergie, de décentralisation de la production et le développement volontariste des énergies renouvelables ;
- peut permettre aux salariés de ce secteur une reconversion qui garantisse l'emploi, les salaires et le maintien des collectifs de travail; peut permettre à chaque usagers une facture d'électricité ou de gaz qui diminue.

Le NPA dénonce par ailleurs les conditions imposées par la Préfecture d'Alsace à quelques jours de la manifestation. Cette décision d'interdire le départ depuis la place Rapp, prise sous de faux prétextes sécuritaires, vis à cacher l'ampleur de la mobilisation pour la fermeture de la centrale de Fessenheim, qui représente bien la vraie menace dans la région. Cette décision fait suite également aux nombreuses remises en cause des droits démocratiques élémentaires dans les entreprises du nucléaire comme par exemple la remise en cause du droit de grève à EDF en juin dernier (réquisitions des grévistes sur les centrales nucléaires de Cattenom, Cruas, Dampierre, Bugey et Paluel) et cache en réalité la volonté d'interdire toutes expressions qui fragilisent ou remettent en cause le nucléaire.

Rien ne justifie cette interdiction qui s'assimile à une atteinte à la liberté d'expression et de manifestation. La Préfecture doit prendre ses responsabilités et permettre que ce rassemblement festif se déroule dans les conditions prévues.

Ensemble nous demandons la fermeture et le démantèlement de la centrale nucléaire de Fessenheim afin de protéger les salariés, la population et nous assurer un avenir préservé.

CENTRALES NUCLÉAIRES : LE DÉMANTÈLEMENT S'IMPOSE....

jeudi 16 juillet 2009

Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 17 (16/07/09)

En octobre prochain, la centrale de Fessenheim, en Alsace, sera soumise à sa troisième visite décennale. L'occasion de démanteler une centrale en fin de vie et de se tourner vers la fin du nucléaire. Mais EDF ne semble pas de cet avis.

On fête, cette année, les trente ans de la plus vieille centrale nucléaire française. Après tant d'années de « bons et loyaux » services, on pourrait penser qu'il est temps d'en finir avec des équipements qui n'étaient pas prévus pour durer si longtemps. Mais il en va des centrales comme des salariés : il faut les pressurer et les rentabiliser au maximum, sans prendre en compte les éventuels risques encourus.

L'enjeu de la visite de contrôle de Fessenheim, c'est le choix entre sa fermeture définitive ou sa prolongation. Les nucléocrates ont toujours défendu le nucléaire en utilisant l'argument de son bas coût. Mais c'était sans compter les énormes budgets nécessaires au démantèlement des centrales. A tel point que, plutôt que d'entamer dès aujourd'hui les travaux nécessaires à la fin de vie des centrales, EDF préfère investir pour prolonger leur existence de trente ans. Les sommes en jeu ne sont pas négligeables : 400 millions d'euros par réacteur. Sachant que la France possède 58 réacteurs sur son territoire, dont la moyenne d'âge est de 22 ans, on peut déjà se faire une idée de la facture finale pour les dix prochaines années. Si encore elle mettait fin à ces centrales et dirigeait vers la sortie du nucléaire... Mais la politique actuelle de prolongation des centrales montre l'irréversibilité des choix énergétiques ayant donné la priorité au nucléaire. On paye aujourd'hui, et on paiera encore plus demain, la facture pour des politiques mises en place dans les années 1970, sans aucun débat démocratique.

Le PDG d'EDF, Pierre Gadonneix, vient de demander une hausse de 20 % des tarifs de l'électricité, afin de mettre un terme à l'endettement de l'entreprise. Ce choix est d'autant plus choquant au moment où celle-ci investit pour prolonger la durée de vie des centrales. Car, finalement, les contribuables vont payer plusieurs fois les conséquences du lobbying nucléaire : pour la construction des centrales, pour leur prolongation et, finalement, pour leur démantèlement. En effet, malgré les prolongations éventuelles, il faudra bien démanteler les équipements existants. Le faire maintenant est le choix le plus raisonnable, d'autant plus face aux défis énergétiques de l'heure. Le reporter de vingt ou trente ans n'est qu'une fuite en avant supplémentaire, qui ne règle aucun problème, et qui ne fera qu'augmenter les risques liés au vieillissement des centrales.

Pour l'ensemble du mouvement antinucléaire, il est tout aussi important de lutter contre la relance d'un nouveau programme nucléaire et l'installation des réacteurs EPR en Normandie, que d'exiger la fermeture des centrales les plus anciennes qui, plus les années passent, constituent un danger permanent pour les populations et les travailleurs chargés de les surveiller et de les maintenir en vie. Il faut donc préparer, dès aujourd'hui, la manifestation unitaire de Colmar, les 3 et 4 octobre prochains, qui exigera la fermeture de la centrale de Fessenheim, ce qui serait non seulement un symbole, mais aussi un premier pas pour envisager une sortie du nucléaire.

Vincent Gay

CATASTROPHE DE TCHERNOBYL, TOUJOURS POSSIBLE...

mardi 28 avril 2009

Il y a 23 ans, le réacteur numéro 4 de la centrale Lénine de Tchernobyl, en Union soviétique, explosait. La catastrophe a fait près de 200000 victimes.

Le 26 avril 1986, l'un des réacteurs de la centrale nucléaire de Tchernobyl explosait, libérant soudainement dans l'atmosphère d'énormes quantités de particules radioactives. Pourtant, trois jours après, le gouvernement du président Gorbatchev n'avait toujours pas annoncé l'accident au public. Alertés par un taux de radioactivité dans l'air anormalement élevé, des observateurs suédois découvrirent un point chaud à l'endroit exact de la centrale nucléaire de Tchernobyl ; ce n'est qu'à la suite des déclarations du gouvernement suédois que l'Union soviétique, le 28 avril au soir, informe le monde.

En quelques semaines, le nuage radioactif recouvre près de 40% de la superficie de l'Europe, avec du césium 137 notamment. Avec le temps, on estime que le nuage a fini par envelopper tout l'hémisphère nord. Les conséquences sanitaires de cette catastrophe sont très difficiles à évaluer, tant l'opacité et le mensonge règnent sur le nucléaire à tous les échelons: on se souvient, bien sûr, du mensonge de l'Etat français sur le nuage radioactif prétendument arrêté à nos frontières.

Mensonges d'Etat

Mais le mensonge et la dénégation ont surtout été orchestrés, au niveau international, par l'Organisation mondiale de la santé

(OMS) elle-même: sous la domination de l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'OMS n'a eu de cesse de minimiser l'impact de la catastrophe (l'accord de 1959, toujours en vigueur, oblige l'OMS à se concerter avec l'AIEA pour régler tout différend « d'un commun accord »), ramenant le bilan officiel à quelques dizaines de morts directes et quelques milliers de cancers. Or, une étude récente, se fondant sur le fait que pas moins de 600000 liquidateurs sont intervenus sur le réacteur pour le refermer tant bien que mal et qu'au moins 2 milliards de personnes ont été touchées par les retombées radioactives, évalue le nombre de victimes à plus de 200000.

La dénégation de l'OMS et de l'AIEA est d'autant plus révoltante qu'il est parfois simple de venir en aide aux victimes de Tchernobyl, surtout quand il s'agit de remèdes aussi simples que la distribution de pectine, qui permet de réduire la radioactivité ingérée. Hélas, loin d'être une affaire classée, la catastrophe de Tchernobyl voit ses conséquences sanitaires s'alourdir d'année en année, avec son lot de cancers et de malformations, chez les adultes et les enfants. Aujourd'hui encore, des millions des gens continuent de vivre dans les zones les plus touchées et à consommer des produits agricoles contaminés, en particulier par le césium 137, entraînant une baisse importante de leur espérance de vie, que les autorités ukrainiennes attribuent à un « état dépressif », consécutif à la chute de l'Union soviétique... Aujourd'hui, dans les régions contaminées de Biélorussie, 85% des enfants sont malades !

Plaie béante

Concernant Tchernobyl, le premier des combats est celui pour la reconnaissance des victimes. Cela passe notamment par le fait de porter la revendication de l'abrogation de l'accord liant l'OMS à l'AIEA. L'aide directe aux victimes est également importante¹. Un autre Tchernobyl est toujours possible, même de nos jours, en Europe: rappelons qu'à l'été 2006, l'accident nucléaire n'a été évité que d'extrême justesse dans la centrale suédoise censée être « la plus sûre au monde » et où, d'après Lars-Olov Höglund, l'ancien responsable de la centrale nucléaire de Forsmark, seul « *le hasard a évité qu'une fusion du cœur ne se produise* ».

Voilà pourquoi il nous faut combattre la folie du nucléaire qui, partout, met des vies en danger: des mines d'extraction du Gabon et du Niger aux tentatives d'enfouissement des déchets dans la Meuse, le nucléaire fait peser sa menace sur toute la planète. Plus de 400 réacteurs nucléaires sont encore en activité dans le monde, et ils vieillissent mal, du fait des économies sur la maintenance, du recours à la sous-traitance, etc. Cette industrie, intrinsèquement dangereuse, le devient de plus en plus sous les attaques des financiers, qui s'emparent des centrales pour les rendre plus rentables. Les populations et les salariés des centrales sont, dans ce contexte, de plus en plus menacés. Tchernobyl est la plaie béante de cette macabre industrie, qu'il nous faut combattre partout où elle est présente.

1. A ce titre, ne pas manquer la tournée de conférences exceptionnelles en France du professeur Youri Bandajevski, ancien doyen de la faculté de médecine de Gomel, en Biélorussie, emprisonné pendant cinq ans pour avoir dit la vérité sur Tchernobyl.

MILLE MILLIARDS DE DOLLARS POUR TRAITER L'HÉRITAGE NUCLÉAIRE....

jeudi 2 octobre 2008

Un article du Monde daté du 2 octobre...

Mille milliards de dollars. Telle est la somme faramineuse nécessaire pour démanteler les centaines d'installations radioactives en fin de vie que soixante ans d'activité nucléaire ont disséminée sur la planète. "En 2004, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a estimé qu'il faudrait mille milliards de dollars pour décontaminer tous ces sites, dit Michele Laraia, chargé du dossier à l'Agence. Depuis, le chiffre a augmenté, avec l'inflation."

Ce montant concerne pour moitié les installations liées au nucléaire militaire. Reste environ 500 milliards qu'il faudra trouver pour nettoyer les laboratoires de recherche et les quelque 440 réacteurs producteurs d'électricité qui fermeront d'ici à environ trente ans. "Si le problème est envisagé dès le démarrage de l'installation, et que de l'argent est régulièrement mis de côté, ce n'est pas une grosse difficulté, poursuit M. Laraia. Mais si rien n'est prêt au moment de l'arrêt, le coût sera très élevé."

Cet impératif est intégré par la communauté nucléaire, réunie jusqu'au 2 octobre à Avignon, pour un colloque consacré au démantèlement qui a lieu, tous les cinq ans, sous les auspices de la Société française d'énergie nucléaire (SFEN). "Pour maintenir l'option nucléaire ouverte, il faut montrer qu'on sait démanteler", résume Serge Klaeyle, d'EDF.

A Avignon, les spécialistes ont constaté la normalisation de leur activité. "On est sorti de la phase d'apprentissage, observe Catherine Lecomte, directrice de l'assainissement au Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Les premières installations qu'on a démantelées ont été les plus délicates, mais nous sommes maintenant parvenus à une phase industrielle." Claudio Pescatore, de l'Agence de l'énergie nucléaire de l'OCDE confirme : "Le démantèlement est devenu une activité industrielle, représentant un

chiffre d'affaires, en augmentation régulière, de 5 à 6 milliards de dollars par an."

Mais si les techniques commencent à être bien maîtrisées, que les procédures et les méthodes sont bien établies, l'expérience est encore limitée, notamment sur les réacteurs de production d'électricité. Seuls une dizaine dans le monde ont été totalement démantelés - c'est-à-dire que les sites ont été rendus à un autre usage sans la moindre trace de radioactivité artificielle. Si bien que le coût réel de cette déconstruction n'est pas établi avec certitude. Les estimations varient de 500 à 800 millions de dollars par réacteur. "On n'est jamais assez prudents, remarque Georges Leka, de Areva TA. Les estimations initiales sont toujours revues à la hausse, jamais à la baisse. Car les exigences sont constamment renforcées."

Les évaluations sont difficiles parce que les règles comptables ne sont pas harmonisées, que les situations varient beaucoup d'un site à l'autre, que les stratégies sont différentes : certains choisissent d'engager le démantèlement dès l'arrêt de l'installation, comme en France ou aux Etats-Unis, d'autres de repousser le problème à vingt-cinq ans, comme l'Espagne ou le Royaume-Uni avec ses réacteurs Magnox.

La question du système de financement est dès lors cruciale. "Il faut s'assurer qu'il y aura des fonds quand le moment sera venu", résume Claudio Pescatore. Plusieurs formules sont possibles : en France, les opérateurs doivent constituer des fonds pour les opérations prévisibles (le CEA a provisionné 7 milliards d'euros, EDF 7, 8 milliards, Areva 10 milliards). La Suisse et la Suède privilégient un fonds géré par une autorité indépendante. Au Royaume-Uni, c'est de facto le gouvernement qui abonde une grande partie des dépenses annuelles. Mais ces réserves constitueront toujours une tentation, et d'autant plus que la situation économique se tendra : "Aux Etats-Unis, raconte le consultant Tom LaGuardia, les compagnies ont versé 22 milliards de dollars dans le fonds de gestion des déchets géré par le gouvernement. Mais le fonds ne contient plus que 6 milliards, le reste a disparu !"

Parallèlement au problème économique, le démantèlement est aussi gêné par le fait que très rares sont les pays où existent des sites prêts à accueillir les rebuts radioactifs issus de la déconstruction. En France, faute de site existant pour les déchets à vie longue ou moyenne, EDF et le CEA en sont réduits à créer des sites temporaires (Iceda et Cedra).

Une solution consiste à allonger la durée de vie des réacteurs, jusqu'à soixante ans, comme aux Etats-Unis. Le problème ne sera plus à la charge de nos enfants, mais de nos petits-enfants...

Hervé Kempf (envoyé spécial à Avignon).